

## VIII. Le défenseur de la France paysanne 114874

Le département des Ardennes a une industrie métallurgique, localisée principalement le long de la Meuse et reposant jadis sur les forêts et la production de charbon de bois. Les terres arables sont maigres, l'exploitation agraire consistait donc et consiste toujours, en produits laitiers et viande. Dans le sud-ouest, l'agriculture devient plus rentable dans les cantons de Rethel et d'Asfeld, vers l'Aisne, vers la Champagne crayeuse. L'industrie du Rethelois est essentiellement agro-alimentaire. Il y a également une industrie textile à Rethel, notamment des filatures, dont l'ancienne usine de la Pâte-papier Textilose qui devient l'usine textile d'Achille Berquet en 1922/24. Le département reste aujourd'hui faiblement peuplé - il se situe sur la "diagonale du vide" qui traverse la France -, avec moins de 30

**LE BULLETIN AGRICOLE**

**LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES**

**Le parti agraire est né du mécontentement des ruraux**

Un nouveau parti, conçu en dehors de toutes les formules qui ont régi la vie politique de la France depuis soixante ans, vient de manifester depuis un mois sa vitalité et d'affirmer la nécessité de son existence.

Certes, il n'a pas remporté de grandes victoires, mais il a montré aux candidats, fidèles aux anciennes traditions, qu'il fallait compter avec lui.

Pourquoi s'est-il créé ?  
Quel est son avenir ?

Voilà les deux questions que se posent tous ceux qui se préoccupent de la qualité et de l'action des élus.

« Ce parti est né du mécontentement des ruraux ».

Il a peut-être exacerbé leurs colères et transformé les agneaux paisibles qu'étaient les agriculteurs en moutons enragés ? Il n'en a pas moins réussi à les galvaniser et à leur montrer qu'il devait moins attendre de l'intervention de l'Etat-Providence que de leur action coordonnée et disciplinée.

Le nouveau parti, constitué par un apôtre : M. Fleurant Agricola, lui-même secondé par des hommes d'action, des conférenciers actifs : Casanova, Noilhan, Cohade, Thiollet, Rumeau, Boudon, Peyrelade, et tant d'autres dont on ne saurait nier la compétence, le nouveau parti, dis-je, a groupé dans maintes régions les petits paysans, et leur a exposé qu'ils devaient s'unir.

août 1930).

Marcel Braibant gère jusqu'en 1935 une ferme dont il est propriétaire, à Herpy. Il s'efforce de rénover. *Le Petit Ardennais* rapporte l'attribution de prix à ses bêtes à plusieurs reprises. Lors du concours agricole d'Asfeld en novembre 1934, son taureau de race normande obtient un premier prix et la médaille d'argent du ministre de l'Agriculture ; en janvier 1935, sa vache "Pivoine" se situe à la

habitants par kilomètre carré.

On voit donc quelle est la composition sociale d'un électorat qui confirme Marcel Braibant dans ses fonctions de maire et conseiller général entre 1912 à 1934. Mais elle lui refuse, à peu de voix près en 1930 et définitivement en 1932, un mandat à la Chambre des députés. On imagine également l'effort d'un notable régional qui vise un mandat national. Peut-on ne pas penser à l'image que le fils a de son père ?

En mars 1927, il s'adresse en une du *Matin* au chef de l'État pour lui demander un délai de paiement des impôts pour les paysans qui peinent à comprendre la procédure et qui ont besoin d'aide de la part des contrôleurs (*Le Matin*, 7 mars 1927).

En mai 1929, Marcel Braibant, président de la Coopérative laitière et de celle des producteurs de blé de Rethel, revendique avec le soutien du Conseil général, un statut juridique et fiscal aux sociétés coopératives "en prenant pour base le principe du mandat gratuit..." (*Le Matin*, 8 mai 1929).

En août 1930, le Conseil général, sur sa demande, veut que "pour l'alimentation de la troupe, le café du matin soit remplacé par une distribution de lait" (*Le Matin*, 27

### Les agriculteurs et l'impôt

Les populations rurales ont beaucoup de peine à établir leurs déclarations

M. Marcel Braibant, conseiller général des Ardennes, président du groupe des maires des régions libérées, vient d'adresser la requête suivante à M. le président du conseil, ministre des finances :

### La coopération agricole

Au cours de sa session, le conseil général des Ardennes a, sur la proposition d'un de ses membres, M. Marcel Braibant, président de la Coopérative laitière et de la Coopérative des producteurs de blé de la région de Rethel, adopté à l'unanimité une motion qui se termine par le vœu suivant :

« Que le Parlement donne aussi prochainement que possible aux sociétés coopératives de production, de transformation, de conservation et de vente des produits agricoles, un statut juridique et fiscal, en prenant pour base le principe du mandat gratuit avec toutes ses conséquences juridiques et fiscales. »

Cette politique agraire est celle de la répartition de la terre entre les travailleurs, dans l'ordre et la légalité ; c'est celle de la répartition de ces travailleurs sur cette terre qui a besoin d'eux et qu'ils ont désertée pour les plaisirs factices de la ville. C'est celle de la solution des relations modernes à créer entre fermiers ou métayers et leurs propriétaires ; c'est enfin celle du sort des ouvriers agricoles.

Au surplus, le parti agraire vivra-t-il ? Cela dépendra de son action, de la discipline qu'il s'imposera, du bon sens et aussi de la modération de ses dirigeants.

Souhaitons-leur de le comprendre, pour le salut de l'agriculture, pour la prospérité du pays et pour la cohésion intégrale des intérêts qui, jusqu'à ce jour, se contrecarriaient.

**Victor Boret,**  
sénateur, ancien ministre, président de la Société nationale d'encouragement à l'agriculture.

neuvième place des meilleures productrices de lait du mois.

Après les bouleversements de la Grande Guerre, l'agriculture en France vit une période de croissance au moins jusqu'en 1926, et une prospérité relative même jusqu'en 1930. C'est également le cas dans les régions dévastées placées sous le régime de la reconstruction. Néanmoins, la III<sup>e</sup> République, notamment le Parti radical, qui fournit la majorité des ministres de l'Agriculture, a un problème grandissant, structurel, avec l'agriculture, dont la productivité par tête tombe largement en dessous de la moyenne du pays. Le monde agricole comprend toujours trois groupes : les grandes entreprises, les moyennes et petites exploitations familiales, et enfin les ouvriers agricoles. Les structures régionales traditionnelles - les Chambres d'agriculture, les syndicats d'exploitants, les unions de paysans, les coopératives, qui sont apparues pour la plupart durant la décennie 1880-1890 - sont destinées au développement professionnel, technique et commercial. Les syndicats sont autorisés à partir de la loi de 1884, due au gouvernement Waldeck-Rousseau. Deux blocs s'opposent tout au long de la III<sup>e</sup> République : les conservateurs et le « parti du mouvement »<sup>1</sup>. Les conservateurs sont organisés dans la plus ancienne structure regroupant les grands exploitants agricoles catholiques : la Société des agriculteurs de France fondée en 1868 et qui a son siège rue d'Athènes à Paris. En 1886, la Société des agriculteurs de France impulse l'Union centrale des syndicats agricoles de France, toujours dirigée par des catholiques. Les seconds mènent leur action au sein de la Société nationale d'encouragement à l'agriculture (SNEA) fondée en 1881 et installée boulevard Saint Germain. Elle est créée sous l'impulsion de Léon Gambetta qui prône l'organisation de Chambres d'agriculture, de caisses de crédit et de coopératives.

Pour Joseph Faure (1875-1944), fondateur et président de la Fédération des associations agricoles corréziennes en 1918 et sénateur de la Corrèze depuis 1921, élu avec le soutien du Parti radical, son organisation est professionnelle et apolitique. La Fédération nationale des travailleurs agricoles (FNTA), fondée à Limoges en 1920 et liée à la CGT, ne regroupe qu'un petit nombre de salariés<sup>2</sup>. Gabriel Fleurant, dit Fleurant Agricola (1864-1936), professeur de collège à Compiègne et journaliste, co-fondateur de la Confédération générale des planteurs de betteraves en 1921 et président de l'Union des paysans de l'Oise, tente de créer en 1927 lors d'une manifestation de 2000 paysans à Aurillac, une représentation spécifique du monde agricole sur le plan politique, le Parti agraire et paysan français (PAPF). Sans grand succès : aucun député en 1928, un seul en 1932. La crise mondiale touche la France agricole à partir de 1933 quand les prix des produits de la paysannerie baissent à un niveau inacceptable : l'on assiste à de grands rassemblements paysans. Les tenants du corporatisme politique s'opposent alors aux défenseurs de l'intervention de l'État<sup>3</sup>.

L'historienne Danielle Tartakowsky écrit : *"En 1925-1926, les manifestations qui interpellaient l'État nourrissaient des objectifs à court terme sans relation entre eux. Celles de 1932-34 contestent la politique de déflation dans ses différents effets, certes, mais aussi dans sa logique unique et sa centralité. L'investissement du politique par les seuls mouvements corporatifs peut signifier une moindre gravité des problèmes mais aussi bien traduire le dysfonctionnement du dispositif hégémonique longtemps prévalant. La disparition des symboles unifiants au profit de symboles catégoriels ou polysémiques renvoie, enfin, à une crise des valeurs républicaines et parfois même patriotiques. La relation à l'État pose ainsi des problèmes plus redoutables que sous le Cartel (1924, gouvernement Hériot, KS). C'est de son fait et de lui seul que la manifestation de rue va soudain changer de nature."*<sup>4</sup>

Après ses échecs électoraux en 1924, 1928 et 1930, le radical de gauche Braibant abandonne

<sup>1</sup> François Goguel, *La politique des partis sous la IIIe République*, Paris, Seuil, 1946.

<sup>2</sup> La FNTA trouve sa continuation depuis 1981 dans la Fédération de l'agro-alimentaire.

<sup>3</sup> Voir Courslille3: [La-France-rurale-des-annees-1880-aux-annees-1930](#) .

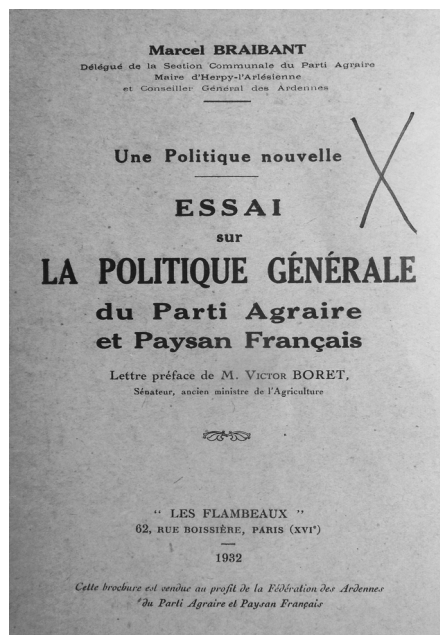
<sup>4</sup> Danielle Tartakowsky, *Les manifestations de rue en France (1918-1968)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, p. 274.

cette formation politique et adhère au Parti agricole et paysan français (PAPF) de Gabriel Fleurant-Agricola<sup>5</sup>. Après la consolidation du parti en janvier 1930 et les élections partielles, Victor Boret (1872-1952), ancien ministre et sénateur de la Vienne, président de la Société nationale d'encouragement à l'agriculture, exprime sa sympathie<sup>6</sup> : « Certes il n'a pas remporté de grandes victoires, mais il a montré aux candidats, fidèles aux anciennes traditions, qu'il fallait compter avec lui ». Victor Boret explique ses choix politiques qu'il souhaite être aussi ceux du nouveau parti : « Cette politique agricole est celle de la répartition de la terre entre les travailleurs, dans l'ordre et la légalité ; c'est celle de la répartition de ces travailleurs sur cette terre qui a besoin d'eux et qu'ils ont déserté pour les plaisirs factices de la ville. C'est celle de la solution des relations modernes à créer entre fermiers ou métayers et leurs propriétaires ; c'est enfin celle du sort des ouvriers agricoles... ».

Guy le Normand, de la SFIO, écrit peu après avec nettement moins de sympathie : « Ainsi, au concept socialiste de la classe sociale, on substitue le concept de classe économique ». (*Le Populaire*, supplément du 23 juillet 1930).

Que dire du fondateur du PAPF ? En 1935, Emmanuel Beau de Loménie interviewe « le père Fleurant ». Gabriel Fleurant, ancien dreyfusard, a été « passionnément mêlé aux mouvements de gauche... Aujourd'hui, l'âge et la pratique des milieux paysans pour lesquels il travaille, l'ont assagi et nourri d'une philosophie, qui, sans être amère ni découragée, se révèle beaucoup plus rassise (sic ! ) »<sup>7</sup>.

En 1932, Marcel Braibant est "délégué de la section communale" du PAPF et publie une brochure "vendue au profit de la Fédération des Ardennes du Parti agricole et paysan français" :



publie une brochure "vendue au profit de la Fédération des Ardennes du Parti agricole et paysan français" : *Une Politique nouvelle - Essai sur la politique générale du Parti agricole et paysan français avec une préface de M. Victor Boret ...* ». Victor Boret qui a jadis été député aux côtés du père de Marcel Braibant, écrit : " Nous ne prétendons pas, pour notre part, qu'il (l'esprit paysan, KS) soit parfait, mais il n'est pas moins évident que, si l'on avait davantage appliqué les méthodes paysannes dans la gestion de l'Économie des peuples, nous n'en serions pas aujourd'hui à déplorer les catastrophes sociales qui se multiplient autour de nous... " .

Citons quelques phrases du texte de Marcel Braibant : " *Le Parti agricole donne à la République plus qu'une adhésion de forme, il lui apporte un idéal et une volonté de réaliser... L'autorité ne sera jamais despotique dans un pays doté d'un parlement laborieux, ordonné, et qui, loin de s'isoler pour*

*quatre années de législature, resterait en contact permanent avec le pays, comme le Parti agricole saura l'exiger pour ses représentants... Le père de six enfants a plus de droits à défendre que le célibataire : qu'on lui donne plus de voix. Qu'on commence par accorder un bulletin de vote supplémentaire à chaque père de famille de plus de trois enfants... La politique économique de la France doit (donc) être paysanne autant qu'industrielle. Ce sera une nouveauté puisque, jusqu'à ce jour, l'agriculture a toujours été sacrifiée à l'industrie ; les traités de commerce de 1926 et 1927 en*

Les dirigeants de ce parti, copie sur le parti paysan tchécoslovaque, d'après leurs propres déclarations, ont l'intention de grouper tous les paysans pour la conquête du pouvoir politique.

Ce qui fait l'originalité de ce parti, c'est qu'il ne peut se recruter que dans une seule classe économique : les agriculteurs.

En effet, peuvent être membres de ce parti : les propriétaires exploitants, les fermiers, les métayers, les ouvriers agricoles, les régisseurs, les contremaitres de culture, les artisans ruraux, les techniciens ou journalistes ayant donné par leurs travaux ou leurs écrits, des marques absolues de dévouement à la cause paysanne.

Ainsi, au concept socialiste de la classe sociale, on substitue le concept de classe économique.

<sup>5</sup> Sur Fleurant Agricola, voir ci-dessous.

<sup>6</sup> *Bulletin Meusien*, 19 avril 1930.

<sup>7</sup> *La Revue hebdomadaire*, novembre 1935.

*sont le dernier et le meilleur exemple... Comment voulez-vous, que le paysan qui habite à vingt ou trente kilomètres ou plus de la ville, envoie ses enfants au lycée ? Pour qu'il puisse profiter de l'école unique, il faudrait lui donner la gratuité d'internat, nourrir, blanchir, loger ses enfants aux frais des contribuables. Mais le petit paysan qu'on entretiendrait au lycée jusqu'à dix-huit ans, reviendrait-il au village ?... Des écoles d'agriculture simples, pratiques, de courte durée, véritables écoles professionnelles, voilà ce qu'il faut pour nos petits paysans... L'Europe, qui a tant de mal à se faire au milieu du conflit des intérêts, sera plus proche le jour où les paysans s'en mêleront. Tous, sans exception, en Europe, souhaitent l'avènement d'un accord qui les mette à l'abri de l'invasion des pays neufs. Ensemble, les pays du vieux monde peuvent nourrir l'Europe, leur travail y suffit... Lorsqu'on a décrété pour les ouvriers de l'industrie la loi des huit heures, qu'a-t-on fait pour les travailleurs des campagnes? Et la loi Loucheur, le législateur s'est-il inquiété de son application au village? Il y a dans nos campagnes, autant sinon plus de taudis que dans les villes... Et que fera-t-on pour les paysans qui ne pourront pas profiter des congés payés? La loi des assurances sociales elle-même est une loi industrielle et anti-agricoles, malgré les apparences d'un régime spécial à la terre... Dès à présent, toutes les lois que le socialisme a imposées aux parlements modérés : la loi des huit heures, assurances sociales, congés payés, etc... seront autant de mesures anti-agricoles par lesquelles le collectivisme pénètre notre société et prépare la révolution. Le Parti agraire, ennemi du socialisme, dénonce ces entreprises et s'y oppose avec vigueur... Quand le législateur augmente le nombre de fonctionnaires, c'est au détriment des campagnes ; quand il laisse prendre à leurs syndicats l'autorité qui n'appartient qu'à l'État, il crée une puissance qui s'exerce contre les paysans, lorsqu'il développe la législation sociale au profit des ouvriers des villes, il précipite la désertion de nos villages ; s'il accroît les dépenses publiques, il aggrave les charges de la vie et les consommateurs de la ville réclament la diminution des prix des denrées agricoles... La terre, c'est le refuge de la liberté. Sur huit millions et demi d'hommes qui cultivent le sol français, il y en a cinq millions qui travaillent pour eux, échappant ainsi au salariat et à la hiérarchie qui, dans les fonctions publiques et dans l'industrie, subordonnent et opposent l'homme à l'homme." Citons également ces deux phrases choquantes pour les lecteurs d'aujourd'hui, mais elles l'étaient sans doute moins à l'époque : "Avant de penser à vendre aux nègres et aux peuples primitifs, qu'on développe le pouvoir de consommation de nos paysans... Prodigalité anti-paysanne: Prodigalité, car les gens qui peuvent payer pour les enfants, ne paient plus. Les fils de Rothschild sont instruits aux frais des contribuables".*

C'est une présentation du programme du parti et certes non pas uniquement des idées de l'auteur. Répétons ce qu'il réclame : l'adhésion à la République, non seulement de forme ; un vote supplémentaire pour un père de famille nombreuse, mais non le droit de vote des femmes ; des députés de la paysannerie qui gardent en permanence le contact avec le terrain ; le refus d'autorité despotique ; une France aussi agricole qu'industrielle avec les mêmes droits pour les travailleurs industriels et travailleurs de la campagne - et non le « collectivisme » véhiculé par la loi des huit heures, les assurances sociales, des congés payés : ces dispositifs, cette législation sont anti-agricoles car cinq des 8,5 millions de cultivateurs travaillent pour eux-mêmes, hors du salariat et sont libres de toute subordination à une hiérarchie. Le PAPF revendique également une structure d'éducation et de formation mieux adaptée à la vie de campagne et sa reproduction ; un projet détaillé d'une Europe unie par la participation de paysans, qui préfèrent un marché européen pour leurs débouchés aux marchés coloniaux et mondiaux ; et enfin, la fin de la « prodigalité » antisociale (notons que Marcel Braibant use d'une argumentation populiste non dénuée d'antisémitisme).

Dans ce texte, la thèse de Marcel Braibant sur « l'inviabilité du socialisme » réapparaît derrière la formule de « parti ennemi du socialisme ». Les conceptions de ceux qui se réclament du socialisme ont changé depuis le temps où Marcel Braibant soutenait sa thèse. Elles continueront à le faire et à diverger, notamment en matière de socialisme agricole. À quel point Marcel Braibant lui aussi a dû ultérieurement changer ses idées pour - nous le verrons - se dire, à tort ou à raison,



« socialiste » ?

Les résultats des élections de 1932 sont décevants pour Marcel Braibant ainsi que pour le PAPF. En raison des résultats du premier tour, le candidat de Rethel se retire au second. Désormais avec ses idées politiques du moment et ses perspectives pour l'avenir, il devient une sorte de théoricien et de propagandiste de la politique agricole.

Dans une tribune libre du *Temps* (19 juillet 1932) Lucien Romier (1885-1944), chartiste, auteur de *Nation et civilisation* en 1926, ancien rédacteur en chef et futur directeur du *Figaro* puis conseiller de Philippe Pétain commente l'échec électoral du Parti agraire. Sous le titre "*Causes d'une déception*", il écrit : "*C'est une grande tentation pour les novices en politique, dans notre pays qui reste encore si largement agricole, de chercher une force électorale chez les agriculteurs considérés comme des professionnels. L'histoire de la France répond : aucune politique n'a jamais triomphé ouvertement contre les paysans, mais aucune politique n'a pu se fonder sur l'appui des seuls paysans. Les paysans tolèrent ou résistent, il ne poussent ni soutiennent... Il arrive que le curé et l'instituteur décident du vote des paysans, précisément parce que le curé et l'instituteur n'appartiennent pas à la profession agricole... On comprend ainsi pourquoi, depuis quarante ans, toute l'évolution de la société française s'est faite dans le sens d'un affaiblissement rapide de la paysannerie... Croire qu'en favorisant le prix de tel ou tel produit on s'attirera la gratitude de tous les paysans, quelle illusion! Les deux tiers des habitants des campagnes se plaignent de la cherté de la viande et du pain comme les citoyens. Aussi le protectionnisme agricole, nécessaire à certains égards, n'a-t-il jamais donné les résultats électoraux qu'on en attendait.*"

Le 16 août, le *Temps* publie une réponse de Marcel Braibant à la "*brillante étude de M. Romier*": "*...Constater l'affaiblissement rapide de la paysannerie française depuis quarante ans et l'impossibilité de l'influence des institutions professionnelles agricoles, c'est justifier entièrement l'existence du Parti agraire... Pour nous, le guide dans des temps troublés, c'est la civilisation paysanne. Pour sauver la civilisation française des périls de l'industrialisation à outrance et de l'étatisme qui la menace plus directement encore, il faut d'abord sauver la paysannerie. La manière de vivre, de penser, les conditions morales et sociales qui caractérisent la civilisation paysanne sont-elles autre chose que la civilisation française elle-même ? En dépit des rapprochements de la guerre, les Français, dans la masse, continuent à être pour ou contre le curé, pour ou contre l'instituteur, c'est-à-dire en définitive pour des philosophies différentes et des systèmes politiques opposés. En se détournant de ces débats séculaires, le Parti agraire a paru suspect aux uns et aux autres. À l'avenir, devra-t-il encore demeurer éloigné des grands problèmes philosophiques qui continuent à passionner ce pays? Ou bien, tout en continuant à chercher à sauver la civilisation paysanne, faudra-t-il qu'il se décide à entrer dans une des grandes familles politiques qui mènent la France ? Devra-t-il être de droite ou de gauche, tout en demeurant profondément agrarien? La question est posée, il faudra la résoudre.*"

Marcel Braibant, pour sa part, nous le verrons, s'est prononcé pour la « grande famille politique », de gauche. Mais en raison de sa propagande de publiciste agricole, il restera en marge des grands courants. Ses propos concernant la production, la distribution, le marché (européen) des produits agricoles, le rôle du secteur agricole pour l'industrie, pour l'économie entière du pays, ses idées concernant l'amélioration de la vie sociale, matérielle et culturelle à la campagne, la lutte contre la dépopulation du terroir ne figureront guère aux programmes des divers partis de gauche.

Depuis les élections de 1932, le « Cartel de gauche » détient la majorité à l'Assemblée. Le 28 janvier 1934, suite à l'affaire Stavisky qui a déclenché des manifestations massives de différentes associations et ligues de droite, d'extrême droite et d'anciens combattants et aussi des communistes<sup>8</sup>, le gouvernement Chautemps est tombé. Mais la protestation de la rue reprend de plus belle quand Édouard Daladier, le nouveau président du Conseil, ordonne le changement du Préfet de police de Paris qui, n'ayant aucune sympathie pour la gauche, s'est montré plutôt indulgent face aux

<sup>8</sup> Selon Wikipedia, reste à vérifier

manifestants de droite. Le 6 février 1934 à la suite d'une manifestation place de la Concorde, des groupes prêt à se battre avançaient vers le Palais Bourbon et les forces de l'ordre, acculées, ouvrent le feu. Le bilan est de 14 civils morts et de nombreux blessés des deux côtés, un policier mort, parmi ses collègues blessés, deux l'ayant été par balles. Quelques élus ont opté pour l'émeute. Devant l'Hôtel de Ville, un groupe d'hommes ont voulu y proclamer leur victoire.

L'agitation se calme lorsque Gaston Doumergue (1837-1937), l'ancien Président de la République (1924-1931), protestant laïque, un conciliateur expérimenté et toujours populaire, forme un gouvernement dit d'Union nationale et nomme côte à côte le républicain de centre-droite André Tardieu et le radical-socialiste-centriste Édouard Herriot ministres d'État. La nomination du Maréchal Philippe Pétain au ministère de la Guerre est un signal aux anciens combattants. La gauche se voit exclue. Elle interprète l'émeute du 6 février 1934 comme une tentative de coup d'État et se mobilise contre la « menace du fascisme ». Opposés, violemment parfois depuis les années 1920, les partis communistes et socialistes s'engagent dans une dynamique unitaire qui conduira à la victoire de la gauche et au Front populaire deux ans plus tard. Les « événements » du 6 février marquent donc fortement les esprits.

Les régimes autoritaires de Mussolini en Italie (1924) et de Hitler en Allemagne (1933) paraissent gagner une stabilité "enviable". A la suite à la dévaluation de la livre en 1931, du dollar en 1933 et 1934, la production industrielle de ces deux pays a repris. La Belgique sort en 1935 du « Bloc Or » autour du franc. En France, la reprise de l'industrie tarde. Les agriculteurs voient leur revenus diminuer de 30% et de leur côté, les fonctionnaires et les retraités perdent également une partie des leurs. La politique protectionniste reposant sur le repli du commerce avec l'Empire colonial échoue. De même, la politique de déflation, de rigueur budgétaire contribue à l'augmentation des impôts et à l'effondrement du marché intérieur. Les gouvernements continuent à tomber : Gaston Doumergue, Pierre-Étienne Flandin, Fernand Bouissson (une semaine seulement<sup>9</sup>), Pierre Laval et Albert Sarraut (le centième gouvernement depuis 1871 !) se succèdent à la présidence du Conseil. Le système politique doit regagner la confiance des citoyens, mais les réformes font défaut. La situation internationale n'apaise pas les tensions politiques intérieures, en particulier le réarmement de l'Allemagne que les différents gouvernements tentent de freiner en cherchant un maximum d'alliances.

Où donc chercher l'inspiration pour un changement démocratique de politique en général, de politique agricole en particulier, si ce n'est aux États Unis ?

**Le New Deal.** Avant même le jeudi noir d'octobre 1929, le secteur agricole de la production qui fournissait toujours les revenus à plus qu'un quart de la population, était en récession. De nouvelles technologies favorisaient les grands entreprises, la surproduction avait entraîné la baisse des prix, de nombreux petits paysans devaient vendre leurs exploitations et avaient été condamnés au chômage. A la suite du krach de Wallstreet, les petites banques des zones rurales se trouvaient en difficultés et les tempêtes de sable dans les Grandes Plaines en 1932/33 avaient aggravé la situation. En 1932, lors de la campagne présidentielle, le « rassembleur » de la coalition de supporters du Parti démocrate, Franklin Delano Roosevelt (FDR), s'était entouré de conseillers. Figuraient parmi eux l'agro-économiste Rexford Tugwell (1891-1979) et Henry Agard Wallace (1888-1965), agronome expérimentateur, fils du fermier, fondateur-éditeur du magazine *Wallaces farmer* et ancien ministre républicain, à qui il avait succédé à la direction du magazine de 1910 à 1924<sup>10</sup>.

<sup>9</sup> La Chambre lui a refusé la délégation de pouvoir. Elle s'est opposée avec deux voix de majorité, dont celle de Léon Blum, à la nomination de Joseph Caillaux ministre des Finances, l'homme qui est et reste au Sénat l'éminence grise de la politique des finances du pays.

<sup>10</sup> A sa mère, May Wallace, il devait son éducation religieuse presbytérienne, transformée par la suite par la lecture de William James, et son intérêt précoce pour les plantes qu'il développa grâce au futur agronome Georges Washington Carver, l'étudiant que les Wallace avaient hébergé, l'internat étant interdit aux afro-américains. Un petit héritage de sa femme - il était marié depuis 1914 - avait servi à monter une entreprise d'amélioration de semences, qui l'avait rendu riche.

Après avoir gagné l'élection contre le président sortant Herbert Hoover, FDR nomma Wallace ministre de l'Agriculture et Tugwell haut fonctionnaire au ministère. Il nomma également Georges Nelson Peek (1873-1943), un agro-industriel, ancien membre de la Commission d'armement et du Conseil des industries au ministère du Commerce, à la tête de la nouvelle Agricultural Adjustment Administration (AAA) : cette administration qui travaillait sous la tutelle du ministre devait l'épauler et encadrer juridiquement les mesures d'aide de l'État aux agriculteurs. Peek comme Wallace étaient des républicains. Tous deux avaient soutenu la loi McNary-Haugen Farm Relief Bill qui devait permettre à l'État d'acheter la surproduction agricole pour la revendre à l'étranger ainsi qu'à subventionner les prix des produits agricoles. L'administration Hoover avait refusé que l'État intervienne sur les marchés et avait donc rejeté la loi votée par le Congrès. En revanche, l'administration Roosevelt entama une politique d'intervention et personne au début n'incarnera mieux l'esprit du New Deal que le ministre de l'Agriculture, guidé par ses convictions religieuses et sa connaissance du monde rural. Plein d'énergie et d'enthousiasme, il présentait dans ses termes son programme économique et social : « *C'est la fin des égoïsmes ... il y a bien autre chose ... Il y a un nouvel appareillage social qui est mis en route ... Gardons mutuellement nos cœurs doux et gentils aussi grand que soient les difficultés qui nous attendent* »<sup>11</sup>. Les mesures de soulagement eurent du succès, ce qui est paradoxal, car l'État subventionnait les prix, mais payait - Wallace en était bien conscient - pour la mise en friche ainsi que la diminution du cheptel. De plus, quand FDR, sur la demande de Wallace et d'autres, lança une politique d'inflation par l'achat d'or, sa popularité et celle de son ministre atteignit un sommet auprès de la majorité des agriculteurs, en dépit des appels et des actions du mouvement de Milo Reno<sup>12</sup>.

Mais au sein du ministère, le New Deal ne faisait pas l'unanimité. Peek rêvait de deux corporations, une des agriculteurs, l'autre de l'industrie de traitement des produits agricoles. Luttant pour l'indépendance de l'AAA au sein du ministère, il allait jusqu'à accuser de socialisme le jeune juriste que Wallace lui avait octroyé. Le lobby de l'industrie agro-alimentaire l'appuyait. En menaçant FDR de démissionner, Rexford Tugwell obtint la mutation de Peek. Mais peu après, les fermiers sudistes du coton, « propriétaires absents » pour la plupart, obtinrent le retrait d'une tentative juridique en faveur des droits quasiment inexistantes de leurs bailleurs. Le coup fatal contre le « socialisme » du New Deal survint en janvier 1936 lorsque la Cour suprême décida que l'institution fédérale de la AAA violait le droit constitutionnel des États<sup>13</sup>. Dégoûté, Tugwell, démissionna et prit en main l'administration de la réinsertion de fermiers, autre point du programme du New Deal. Les adversaires de Roosevelt ne désarmaient point. Ainsi, le prêtre catholique Charles Loughlin, vedette radiophonique, réclamant la « justice sociale » gagna une audience considérable sur la base d'une agitation non dénuée d'antisémitisme : il accusait notamment FDR de complicité avec les banques.

Aurait-on pu s'attendre en France à ce que le « mirobolant » André Tardieu<sup>14</sup>, trois fois chef

<sup>11</sup> Cité et traduit d'après John C. Culver, John Hyde, *American Dreamer: The Life of Henry A. Wallace*, New York 2000, p. 129.

<sup>12</sup> Milo Reno (1866-1936), agriculteur et leader syndicaliste de Des Moines/Iowa, avait fondé en 1930 le mouvement des grévistes du « Farmers Holiday » qui se battait, non sans actes violents pour l'augmentation et la stabilité des prix de leurs produits. Reno avait contesté la politique du gouvernement Hoover, s'était d'abord déclaré en faveur de FDR mais s'est opposé très vite au New Deal et se moquait de « Lord Corn Wallace ». L'orateur Reno se servait habilement aussi bien de citations bibliques que d'invectives grossières.

<sup>13</sup> Précédemment la Cour Suprême avait déjà stoppé l'administration dans sa volonté de relancer l'industrie

<sup>14</sup> « *Avec sa tête rejetée en arrière, son fume-cigarette, son sourire éclatant et un peu méprisant, il est une cible rêvée pour les dessinateurs. On le surnomme le mirobolant parce qu'il a une idée par jour et que sa pensée va trop vite pour l'homme politique moyen... À ses côtés, cultivant son personnage d'homme de terroir, tutoyant les journalistes, Pierre Laval pourrait être le Sancho Pança de ce Don Quichotte qui fonce contre les moulins des idées reçues* ». F. Kupferman, *Laval*, Paris Balland, 1987, cité par Michel Pellos :

[https://www.herodote.net/Andre\\_Tardieu\\_1876\\_1945\\_-synthese-1919.php](https://www.herodote.net/Andre_Tardieu_1876_1945_-synthese-1919.php).

Premier du concours du ministère des Affaires étrangères, André Tardieu a été le secrétaire de Waldeck-Rousseau de 1899 à 1902. En 1917, au début de sa carrière politique, le journaliste Tardieu, a été nommé Haut Commissaire aux

du gouvernement entre 1929 et 1932 et ministre de l'Agriculture du gouvernement Pierre Laval 1931, grand admirateur de la démocratie américaine, s'inspire de Wallace et du New Deal ? L'instabilité, qu'il perçoit constitutionnelle, l'incite à militer pour un régime présidentiel à l'américaine, un affaiblissement du Parlement en faveur de l'exécutif.<sup>15</sup> En fait, Tardieu, admirateur de Theodore Roosevelt, paraît plus proche des « libertarians », opposés au New Deal et ancêtres de la Nouvelle droite, que de Wallace et de FDR.

Face à la nécessité de réformes, deux projets divisent les « modérés » au gouvernement : Tardieu et Paul Reynaud (1878-1966)<sup>16</sup> se prononcent en faveur d'une modification de la Constitution et ne rechignent pas à débattre de la proportionnelle ; mais cette demande des socialistes est repoussée par le Parlement le 31 mai 1934. Ils espèrent que la droite sera capable de s'unir pour faire passer ensuite la révision constitutionnelle. Pierre Étienne Flandin (1889-1958)<sup>17</sup> et Georges Mandel (1885-1944)<sup>18</sup> veulent, eux aussi, un rééquilibrage des rapports parlement-exécutif, mais tiennent absolument à garder le cadre de la Constitution de 1875. Quand Doumergue propose un projet inspiré des idées de Tardieu, Flandin et Mandel s'y opposent énergiquement. Quand Flandin remplace Doumergue en octobre 1934, Tardieu se retire définitivement. Au sein du gouvernement un autre clivage sépare ces quatre hommes : quelle politique suivre face à la dictature nazie ? Ce clivage traverse l'ensemble des grandes formations politiques. Tardieu et Mandel dénoncent le réarmement de l'Allemagne depuis 1933. Les tentatives d'une alliance internationale échouent. L'Allemagne rétablit le service obligatoire. Flandin et Tardieu pensent pouvoir gagner à leurs vues Mussolini. À la conférence de Stresa en 1935, Laval et Flandin tentent de conclure une triple alliance avec l'Italie et le Royaume Uni. Mais le gouvernement britannique considère l'armée d'Hitler comme un rempart contre le bolchevisme et refuse de proposer des sanctions à la SDN. Le 2 mai 1935, le Pacte franco-soviétique, négocié par Laval et placé sous l'égide de la SDN, est signé. Après l'invasion en Éthiopie en octobre 1935, la Grande Bretagne réclame des sanctions contre l'Italie. Laval fait tout pour en limiter les conséquences, mais ce n'en est pas moins la fin de l'alliance avec l'Italie fasciste. C'est également la fin du consensus entre Reynaud et Tardieu. Reynaud se félicite que la SDN, une idée française, finit par agir ; en revanche, Tardieu croit comme Flandin, pouvoir ramener l'Italie dans le camp contre Hitler.<sup>19</sup> La ratification du Pacte franco-soviétique échoue à la Chambre en février 1936. Flandin, alors ministre des Affaires étrangères, n'arrive pas à convaincre la droite, dont la majorité pense que le Pacte ne fait que renforcer les communistes. Reynaud et Tardieu votent pour la ratification. Lors de la remilitarisation en Rhénanie en mars 1936, Reynaud et Mandel optent pour une riposte immédiate, mais l'Etat major réclame une action commune avec les Anglais ; ces derniers la refusent. L'opinion publique est profondément pacifiste en France, en raison notamment du souvenir de la Grande Guerre, y compris chez les Anciens combattants, au nombre de plus de trois millions. Flandin finit

États Unies. Un des négociateurs du traité de Versailles, il a été à partir de 1919 ministre des Régions libérées. De 1929 à 1932 il a été trois fois Président du Conseil.

<sup>15</sup> À l'arrivée du Front populaire qu'il dénonce comme la dictature d'une minorité, il vient de se retirer de la vie politique. Il publiera une *Alerte aux Français*, supposée montrer, chiffres à l'appui, qu'en France citoyennes et citoyens sont ni libres ni égaux, le droit de vote étant singulièrement limité par rapport aux États-Unis et à la Suisse. L'indispensable réforme constitutionnelle ne pourra venir des représentants actuels, insuffisamment légitimés et ne sera démocratique que dans la mesure où tous les citoyennes et citoyens y contribuent. (voir <http://de.slideshare.net/francisbatt/andre-tardieualerteauxfrancaisparis1936>). Tardieu

<sup>16</sup> Avocat, ancien conseiller général puis député des Basses-Alpes, Paul Reynaud affiche sa sympathie pour le système parlementaire anglais. Ministre des Colonies en 1931, il s'est spécialisé en matière de finances et de défense. Excellent orateur, souvent à contre-courant en tant que défenseur de la politique de déflation ou du renforcement de l'armée, il est l'homme incontournable lors de la formation des gouvernements modérés ; c'est le « *plus intelligent de nos hommes politiques de l'entre-deux-guerres* » selon Raymond Aron.

<sup>17</sup> Étienne Flandin est avocat, spécialiste de l'aviation pendant la Grande Guerre, et chef de file de la droite libérale ; à la tête de l'Alliance démocratique, il voit dans le système anglais un modèle, comme Paul Reynaud.

<sup>18</sup> Journaliste, chef de cabinet de Clemenceau en 1917, élu de la Gironde, Georges Mandel est président du Groupe Indépendant de l'Assemblée. Il est ministre des PTT de 1934 à 1936.

<sup>19</sup> Jusqu'en 1939 où une attaque cérébrale le paralyse entièrement.



par se ranger du côté des « pacifistes ».<sup>20</sup>

A la suite du 6 février 1934, une dynamique unitaire se met peu en place entre communistes et socialistes. En juin, le Komintern ayant modifié son orientation, Maurice Thorez abandonne la ligne d'agression contre la SFIO et se prononce pour l'unité d'action avec elle. Les deux partis signent un accord en ce sens le 27 juillet. Thorez va plus loin. Le 24 octobre, à la suite des élections cantonales dont les résultats ont été encourageants et à la veille du congrès du Parti radical, il lance un appel proposant « *l'alliance des classes moyennes avec la classe ouvrière* ». Qui aurait dit que le Parti radical, foncièrement hostile au communisme, finirait par céder à la pression de son aile gauche l'année suivante ? La signature, en mai, du Pacte Laval-Staline a facilité la décision. Aussi les élections municipales offrent un résultat globalement favorable à la nouvelle alliance. Le 14 juillet 1935, réunis au stade-vélodrome de Montrouge, 8000 délégués de partis, syndicats, ligues et associations prêtent le serment suivant : « *Nous faisons le serment solennel de rester unis pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour défendre et développer les libertés démocratiques.* » L'après-midi, une pancarte sur laquelle figure le serment, surmonte un cortège de plusieurs centaines de milliers de manifestants qui défilent dans Paris, de la Bastille à la Nation. Drapeaux rouges, drapeaux tricolores, la Bastille et 1789, la Bastille et 1935 : la révolution internationale semble s'être associée avec le patriotisme national. Le « Front populaire » est né dans une atmosphère enthousiaste, anticipant la victoire électorale l'année suivante. La mobilisation anti-fasciste se réfère essentiellement au danger intérieur, mais ne propose pas de plan d'action contre les dictatures voisines. Le slogan de la campagne repose sur le plus petit dénominateur commun : « *Pain, Paix, Liberté* » : « Pain » est évidemment synonyme de « travail ».<sup>21</sup>

À la lumière d'archives nouvelles, l'historienne Annie Lacroix-Riz a décrit l'influence politique du capital industriel, comme celui des forges de Wendel en Lorraine, l'exemple le plus fréquemment cité. Elle insiste également sur l'influence de la finance, notamment par l'intermédiaire de la Banque de France, où siège le directeur de la banque Worms, Gabriel, le frère de Jacques Leroy-Ladurie. Cette historienne en conclut presque que le gouvernement est officiellement dans les mains de la haute finance aux États Unis, et qu'il l'est officieusement en France. Elle écrit : « *A l'insu du public, un projet Laval-Pétain est conçu des années avant sa réalisation, et la défaite militaire est plutôt souhaitée* ». Mais cette vision des choses est très discutable. Tout d'abord, il est dangereux d'expliquer l'avenir par le passé, de faire hommes et institutions « prisonnières de leur avenir »<sup>22</sup>. Ensuite, la société française ne cesse pas d'être capitaliste entre 1934 et Vichy. Certes, un grand nombre de personnalités de centre-gauche et de gauche, favorables au Front populaire, et notamment des « pacifistes » tels que ceux du Comité de vigilance anti-fasciste, se retrouveront à Vichy et dans la collaboration. Mais cette tendance générale, dont on ne saurait minimiser l'ampleur, n'est nullement le fruit d'une influence du capitalisme industriel : elle s'explique bien plus par le poids du pacifisme dans la société française, poids du pacifisme que nous avons déjà évoqué. .

Lors des élections de 1932, socialistes et communistes ont leurs « bastions » urbains et ruraux. Ils ont aussi leurs élus dévoués à l'électorat rural, tels que le socialiste Adéodat Compère-Morel (1872- 1941)<sup>23</sup>, ou Renaud Jean (1878-1971), socialiste d'abord, communiste ensuite<sup>24</sup>. Lors

<sup>20</sup> Cf. en particulier Jean-Félix Bujadoux, « Tardieu, Flandin, Reynaud, Mandel. Un quadrille modéré dans les années 1930 », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 1/2011 (n° 15), p. 144-161. URL : <http://www.cairn.info/revue-parlements1-2011-1-page-144.htm>

<sup>21</sup> Pour le rôle de Maurice Thorez ainsi que d'Eugen Fried, cf. Annette Wieviorka, *Maurice et Jeannette*, Paris, Arthème Fayard, 2010.

<sup>22</sup> Pour reprendre une formule célèbre de Serge Berstein.

<sup>23</sup> Né dans l'Oise, fils de jardinier, Compère-Morel joint le mouvement socialiste en 1891. Il devient un des spécialistes de la politique rurale des socialistes. Directeur avec Léon Blum du *Populaire*, l'un administratif, l'autre l'éditeur, il quitte la SFIO en novembre 1933 avec les dissidents Déat, Marquet et autres « néo-socialistes ». Député de 1909 à 1936, il se déclare favorable à Pétain en 1940. Il meurt en août 1941.

<sup>24</sup> Né en Lot-et-Garonne, fils d'un petit métayer, petit propriétaire et maire de son village, radical-socialiste engagé, Jean (Renaud plus tard) Jean adhère à la SFIO en 1908. Résigné comme beaucoup de paysans, au service de la patrie en 1914 et réformé à cause d'une mutilation de la jambe qui rend impossible le travail de fermier, il se marie avec

de meetings paysans impressionnants, notamment celui tenu à Chartres à l'appel du PAPF en janvier 1933, socialistes et communistes cherchent à consolider leur influence à travers des initiatives de coopératives et par la syndicalisation des petits exploitants et ouvriers. Les obstacles, considérables, consistent en syndicats de gros exploitants, conservateurs paternalistes au mieux et capitalistes absents au pire, ainsi qu'une animosité aggravée par la crise entre travailleurs industriels et travailleurs agricoles. La Confédération générale des paysans travailleurs (CGPT), créée en 1929 à la suite du Conseil national paysan, regroupe seulement 32 syndicats contre les 70 de la Fédération de défense paysanne, fondée en 1920 et qui rassemble plusieurs catégories d'exploitants de la terre. En février 1933, Henri Calvayrac, jeune socialiste de Haute Garonne a lancé un appel pour une Confédération nationale paysanne (CNP), indépendante et « apolitique ». Au congrès de la nouvelle CNP à tenu à Guéret en décembre 1933, François Tanguy Prigent, socialiste de 24 ans, délégué du Finistère, impressionne son auditoire. La CNP comme convenu, ne fait pas de politique électorale mais n'empêche pas ses membres, insiste-t-il, d'adhérer à un parti de leur choix et d'y militer à titre personnel. Dans ses nombreuses contributions à la presse de gauche, Tanguy-Prigent attaque deux adversaires : le très influent Hervé de Guébriant, président de l'Union des syndicats agricoles du Finistère à Landerneau, très lié à la Société des agriculteurs de France, « la rue d'Athènes » et le Parti agraire et paysan français, le PAPF ; Marcel Braibant a publié et commenté son programme.<sup>25</sup>

En 1933, la crise bat son plein en France, en particulier dans les campagnes. Le 13 mars 1933, *Le Matin* publie des reportages sur les meetings de protestation des paysans contre les charges fiscales. À Alençon où 5000 paysans sont réunis, l'orateur appelle à l'union, "comme il y a 19 ans", contre l'ennemi, contre les politiques qui négligeraient la science agricole en faveur de la science politique. Une délégation dépose une gerbe aux monuments des morts et se rend à la préfecture, où il lui est promis que sa résolution sera remise au gouvernement : aucune décision en matière de lois concernant les paysans ne devrait être prise sans les écouter ... Il y a 4 000 manifestants à Amiens et une grande manifestation se tient dans la Creuse. À Châlons, le PAPF a pu réunir 3 000 agriculteurs. Marcel Braibant, M. Noilhan, secrétaire général du PAPF et Pierre Mathé, membre de son comité exécutif, font "le procès des mesures gouvernementales pour le redressement budgétaire, dont certaines sont prises au détriment de l'agriculture..." Braibant se prononce en faveur d'une « grève des impôts » mais s'oppose à tout acte de violence.



---

Isabelle Mendès (née en 1882), bordelaise, fille d'un père juif et employé de commerce, agrégée et professeur au Lycée d'Agen. Elle aura une grande influence sur lui. Député de 1919 jusqu'à son arrestation en 1939 pour son refus de renier le Pacte germano-soviétique, il est chargé au PC des relations avec le monde paysan depuis sa fondation en 1920. Libéré, il ne participe pas à la Résistance. Souvent en désaccord avec la ligne du Parti notamment sur la question de la propriété individuelle, le Krestintern, la section agricole du Komintern, ne le garde que pour le contrôler (voir Max Lagarrigue, [http://www.arkheia-revue.org/Renaud-Jean-carnets-d-un-paysan.html?artsuite=4#gros\\_titre](http://www.arkheia-revue.org/Renaud-Jean-carnets-d-un-paysan.html?artsuite=4#gros_titre)).

<sup>25</sup> Christian Bougeard, *Tanguy-Prigent paysan ministre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes 2002, <http://books.openedition.org/pur/22650>.

Le PAPF appelle les agriculteurs de la Marne à Monmirail à un meeting de protestation le 7 mai 1933 contre la chute brusque des cours des produits agricoles : le quintal qui valait 134 francs en 1932 tombe à 90-80 francs l'année suivante. Parmi les 500 manifestants se trouve Marcel Braibant, vice-président de la Fédération de la Marne du PAPF. Son appel est voté à l'unanimité : *"...Considérant que la ruine de l'agriculture, c'est le chômage dans le monde industriel et une réduction dangereuse du chiffre d'affaires commerciales, le pouvoir d'achat des masses paysannes ayant déjà baissé de 50%, les paysans (de la région de Montmirail) réclament du gouvernement et du Parlement des mesures immédiates, soit pour réaliser des cours des denrées agricoles au taux nécessaire pour assurer la vie du paysan (coefficient 5 sur les produits de la terre), soit pour réduire de 30 à 50% tout ce qui est indispensable à la production agricole. Informent les pouvoirs publics qu'il sont las de proclamer leur misère, s'engagent, pour aujourd'hui à manifester dans le calme, décidés, si le gouvernement ne prend pas des mesures efficaces, à les lui imposer par tous les moyens que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen met à la disposition des citoyens lésés et frappés dans leurs intérêts. Préviennent les parlementaires qu'ils seront les premiers à*

**— Maintenant que nous avons chassé la sinistre équipe des galopins sanglants, déclara M. Franklin-Bouillon, il ne faut pas oublier que c'est devant la boue et la saleté que ce pays, endormi depuis quinze ans, s'est réveillé. L'union nationale est aussi nécessaire pour la France que l'oxygène l'est à l'homme. Mais l'union nationale ce n'est qu'une atmosphère où les intérêts privés doivent le céder à l'intérêt général. L'heure est venue de servir son pays avec une foi monacale : pour moi je suis prêt aussi bien à balayer l'escalier qu'à prendre la parole au chapitre.**

**Fils d'exilé, fils d'un proscrit de la Commune, je crois savoir ce que c'est que la démocratie. Eh bien ! si la République c'est l'assassinat entre les chefs, la lutte constante des partis et des clans, meure la République ! la France d'abord !**

**Il faut comprendre que l'expérience Doumergue n'est pas tout et que l'union doit passer du plan parlementaire dans les couches profondes de notre race. Ce n'est qu'un commencement de réveil, et si chaque citoyen ne se met pas au service exclusif de son pays, les enseignements tirés des événements récents n'auront servi à rien.**

*souffrir des colères paysannes qu'on semble surexciter à plaisir par l'oubli de la protection que mérite le producteur agricole et la continuation d'une politique de gaspillage et de folle démagogie, soit dans le domaine économique, soit dans le domaine social...".* Ensuite, l'assemblée acclame, également à l'unanimité, une proposition de la Chambre d'agriculture de l'Aube, pour que l'indemnité parlementaire soit indexée sur le prix du quintal de blé<sup>26</sup>. Le Parlement vote effectivement le 10 juillet 1933 une loi qui fixe un prix minimum pour le blé, mais la meunerie, les propriétaires des minoteries, ne sont pas prêts à s'y plier. Ils protestent violemment et tentent de contourner la loi. Le Conseil général des Ardennes s'insurge : *"... dans les Ardennes, sur la proposition de M. Marcel Braibant on a réclamé l'application stricte de la loi du prix minimum du blé et sollicité une avance de 100 francs par quintal pour tous les cultivateurs qui en feront la demande."*<sup>27</sup>

C'est alors que survient le 6 février 1934, les

réactions et les mesures qui suivent et qui changent considérablement et durablement la donne de la politique dans le pays. Notons le commentaire d'un fervent défenseur de l'unité nationale, Henry Franklin-Bouillon, qui a suscité en 1928 l'intérêt d'un Marcel Braibant désireux de renouveler le Parti radical : (voir ci-contre la coupure du *Matin* du 2 mars 1934) : *« Si la République c'est l'assassinat entre les chefs, la lutte constante des partis et des clans, meure la République ! La France d'abord ! » ?*

Le 2 mars 1934, Marcel Braibant donne une conférence à l'Institut des Hautes études agraires : *"Vers un monde*

www  
**CONFERENCES**

**AUJOURD'HUI**

www A 21 heures, institut des hautes études agraires, 16, rue de la Sorbonne, « Vers un monde nouveau par l'organisation paysanne », par M. Marcel Braibant.

~~~~~

**ANDRÉ TARDIEU**  
**L'HEURE DE LA DECISION**

Voici l'auteur assis de nouveau aux conseils du gouvernement ! Loin de lui l'intention d'imposer son programme. Pourtant, depuis que le livre a paru, tant d'adhésions enthousiastes lui sont parvenues de tous les partis ! (Flammarion, 12 fr.)

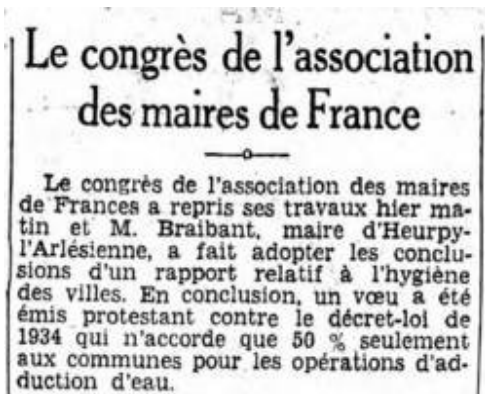


www

<sup>26</sup> *Le Matin*, 8 mai 1933.

<sup>27</sup> *La Croix*, 1 septembre 1933.

nouveau par l'organisation paysanne". Le 2 mars *Le Matin* annonce également un nouveau livre d'André Tardieu. Le récent virement de l'ancien ministre de l'Agriculture vers l'autoritarisme n'a guère plu à Braibant. Un autre livres de Tardieu, paru un peu plus tôt, *La réforme de l'État*, inspirera Charles de Gaulle et les fondateurs de la V<sup>e</sup> République...



Evoquons un dernier effort du maire pour « son » village. Au mois de décembre 1934, lors de la conférence des maires de France, *Le Matin* cite une motion du maire d'Herpy (qui n'est pas mentionnée dans le compte-rendu du congrès de La Croix)<sup>28</sup>: Braibant fait adopter un rapport émettant un vœu selon lequel le gouvernement revienne sur le décret-loi qui réduit à 50 % les subventions aux communes pour les opérations d'adduction d'eau.

Après l'échec électoral de 1932, toujours à la recherche d'un cadre politique pour la réforme des structures rurales, de l'organisation du travail et de la vie des petits et moyens agriculteurs, Braibant ne semble plus aussi catégorique dans son rejet du socialisme, tout en restant opposé au PC. Les idées du socialiste réformiste belge Hendrik de Man imprègnent une partie de son entourage. Après la Grande dépression, le « *Planisme (est) une tentative de socialisme sans le prolétariat* » selon Raymond Debord<sup>29</sup>. Le Planisme prône une intervention forte de l'État, un « "New Deal" à l'européenne ». Il semble promettre une solution à la crise et séduit un certain nombre d'intellectuels, de hauts fonctionnaires et d'hommes politiques, allant de l'Ordre nouveau à la CGT : Marcel Déat, dauphin de Léon Blum jusqu'à son départ de la SFIO en 1933 - une connaissance rémoise de Marcel Braibant - les polytechniciens du groupe X-Crise constitué en 1931 et des hauts fonctionnaires du ministère des Finances comme George Mer, proche de Charles Braibant, sont engagé dans ce courant. Dans une France où un million de salariés sur 12,5 millions sont au chômage en 1935, ces idées rencontrent un certain écho. Le planisme perd de son influence en 1936, sans pour autant complètement disparaître. On en trouve les traces dans certains plans élaborés sous Vichy et à nouveau dans ceux à la Libération.<sup>30</sup>

Mais le planisme tient-il compte du potentiel de l'économie rurale, de la production agricole ? Henri Noilhan, co-fondateur du PAPF, politiquement proche de Marcel Braibant, écrit dans le Plan du groupe X-Crise du 9 juillet 1934, que l'agriculture aurait besoin de débouchés réguliers. Il faut donc mettre sur pied un système d'échanges compensés, internationaux. Il convient d'orienter la production vers un équilibre commercial à l'intérieur et de produire une meilleure qualité pour l'exportation. L'État devrait intervenir, si nécessaire, pour que les gros exploitants industriels acceptent des résolutions votées par la majorité de l'ensemble des producteurs. L'État peut laisser le marché fixer les prix librement, et garantir néanmoins un prix aux producteurs. L'appel à un État fort comporte un danger de régime autoritaire. Dans la mesure où le risque est d'aboutir à un corporatisme à l'italienne, certains « planistes » préconisent effectivement des solutions corporatistes : mais ce n'est le cas ni de Henri Noilhan ni de Marcel Braibant.

Le Plan du 9 juillet 1934 est largement l'oeuvre du polytechnicien Jean Coutrot (1895-1941), membre du groupe X-Crise du Centre polytechnique d'économie, propagandiste de l'Organisation scientifique du travail. Dans une conférence faite en 1937, Jean Coutrot explique sa conception de la démocratie. Olivier Dard, son biographe, résume en le citant : « Ainsi, "les régimes démocratiques réunissent le maximum de chances de ne pas être coupés de discontinuités", et seraient donc à "longe échéance... les seules formes d'équilibre stable et durable entre les hommes" »

<sup>28</sup> *Le Matin, La Croix*, 15 décembre 1934.

<sup>29</sup> Titre d'un article jadis disponible sur le site Le militant, dont R. Debord est un des rédacteurs

<sup>30</sup> Sur le Planisme, cf. notamment <https://fr.wikipedia.org/wiki/Planisme>, pour une mise en garde d'un jugement hâtif ainsi que l'article de Richard Griffith dans Philippe Vervaecke (éd), *À la droite de la droite*, p.449. Pour une histoire "radicale" du planisme, voir Denis Boneau, *Le planisme, une idéologie fasciste française*, <http://www.voltairenet.org/article15364.html>.



car les régimes totalitaires "pèchent contre l'indétermination de l'avenir". La démocratie devrait cependant se prémunir contre deux dangers : ceux d'une certaine sclérose et d'une propension à "l'inefficacité". Pour Jean Coutrot, il ne fait aucun doute que la dictature devance la démocratie dans le domaine de "l'action et de l'exécution"<sup>31</sup>.

Le 16 novembre 1935, George Monnet, le futur ministre de l'Agriculture du Front populaire écrit dans *Le Populaire*: " Le torchon brûle chez ces messieurs du Front Vert... Voici plus d'un mois que M. Braibant, qui est un des doctrinaires les plus en vue du mouvement lancé par M. Fleurant Agricola, a donné son adhésion au Comité des intellectuels antifascistes. On ne saurait désavouer d'une façon plus formelle le dorgérisme..."

Que se passe-t-il ? Le 20 juillet 1934, à l'initiative de Fleurant Agricola, est créé un Front paysan (FP) comprenant, outre le PAFP, l'Union nationale des syndicats agricoles, dirigé par Jacques Le Roy Ladurie (1902-1988), ultérieurement ministre de Vichy jusqu'en septembre 1942<sup>32</sup>, et la Défense paysanne d'Henri Dorgères. Ce dernier n'a pas encore fondé son organisation de jeunes, les Chemises vertes ; elles adopteront certaines méthodes d'agir et de penser « fascisantes », bien que les historiens discutent encore sur ce point.

Une première grande manifestation de vingt mille agriculteurs a lieu à Paris le 28 novembre 1934, à la salle Wagram. Plusieurs témoignages sur la situation désespérée des paysans sont entendus, puis "le

**VINGT MILLE PAYSANS  
SE SONT RÉUNIS HIER  
A LA SALLE WAGRAM  
POUR MANIFESTER**

« Nous voulons, disent-ils,  
que Paris comprenne »

grand leader paysan Dorgères qu'acclame, debout, toute l'assistance", déclare : "Nous ne sommes pas des révoltés, mais

des révolutionnaires. Nous luttons pour un ordre nouveau. Cet ordre nouveau sera basé sur la famille et sur le métier. Il faut que les lois soient faites non par n'importe quel ambitieux, mais par des spécialistes". Le sénateur Hayaux et le seul député du PAFP, Louis Guillon, élu dans les Vosges, insistent sur l'application de la loi protectrice du prix du blé. Jacques Le Roy Ladurie, "très

acclamé dès son apparition à la tribune", dénie aux parlementaires les capacités nécessaires pour

CHATEAU-THIERRY, 8 mars. — Par téléphone. — Une réunion du Front paysan a eu lieu hier après-midi à Château-Thierry, devant 2.000 cultivateurs venus de quatorze départements. Un service d'ordre très important avait été organisé.

On reconnaissait, sur l'estrade, MM. Mathé, Marcel Braibant, Fleurant Agricola, président du parti agraire ; Benoit Arambaud, professeur à Grignon ; René Bouxin, président de la Fédération agraire de l'Aisne ; Henri Dorgères, rédacteur en chef du *Progrès agricole*, secrétaire général de la Défense paysanne de l'Ouest ; le sénateur Hachette, etc.

résoudre le problème agricole. Enfin, le "le leader des vigneron de Bourgogne, le populaire Mathé" (du PAFP), reprend ces paroles et "exhorte les viticulteurs à faire front avec les hommes du sillon pour imposer leur volonté de vivre"... Les manifestants essayent de défiler de la salle Wagram vers l'Étoile en criant "Espérance". Le service d'ordre intervient, Hayaux, Dorgères et un paysan de 72 ans reçoivent de "sérieuses bourrades". Finalement, 3000 paysans arrivent, Hayaux, Dorgères et Mathé en tête, à la dalle du Soldat inconnu où après avoir chanté *La Marseillaise* ils observent une minute de silence ; puis ils se dispersent

Nous parvînmes à le faire battre sur chaque point. Il n'en reste pas moins que sa position fut exactement celle des grands féodaux agricoles de l'Aisne soucieux de conserver la libre disposition d'une main-d'œuvre sans défense.

On assure que le torchon brûle chez ces messieurs du Front Vert. Le dernier Congrès convoqué par M. Fleurant Agricola mit en lumière l'opposition profonde qui existe entre les éléments, pour qui l'agrarisme n'est qu'une forme de l'agitation antirépublicaine et de la conservation sociale, et ceux qui sont uniquement guidés par la préoccupation de faire prendre conscience aux masses rurales de leur unité et de leur force. Voici plus d'un mois que M. Marcel Braibant, qui est un des doctrinaires les plus en vue du mouvement lancé par M. Fleurant Agricola, a donné son adhésion au Comité des intellectuels antifascistes.

On ne saurait désavouer d'une façon plus formelle le dorgérisme. Il semble que nous allons vers une rupture du Front Vert. L'attitude par trop visiblement rétrograde de leurs représentants les plus qualifiés a ouvert les yeux à ceux qui s'étaient embarqués sans méfiance sur la galère agrarienne. Georges MONNET.

<sup>31</sup> Olivier Dard, *Jean Coutrot : de l'ingénieur au prophète*, Besançon, Université de Franche-Comté, 1999.

<sup>32</sup> Par la suite résistant dans l'Orléanais, président de la Chambre d'agriculture et député de la Corrèze dans les années 1950. Voir [http://theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2010.atrux-tallau\\_m&part=371150](http://theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2010.atrux-tallau_m&part=371150).



à l'appel du député Guillon monté sur un banc<sup>33</sup>.

Le 7 mars 1935, 2000 "cultivateurs venus de quatorze départements" sont réunis à Château-Thierry à l'appel du Front paysan. Ce dernier se distingue du "Front commun", de Gaston Bergery (1892-1973), situé dans la mouvance antifasciste, contre la guerre et pour la justice sociale ; il se défend d'être considéré comme mouvement politique<sup>34</sup>.

Marcel Braibant, théoricien du PAPP avec sa brochure de 1932, présente ses idées sur le Front paysan dans un livre. Dans *D'abord la Terre. Le salut par les paysans*, paru début 1935 chez Denoel et Steele, il traite les questions politiques du passé, du présent et de l'avenir de la "France agricole". Dans ce petit livre de 190 pages, plein de chiffres à l'appui, constat est fait que l'agriculture a été "sacrifiée aux intérêts mal compris de l'industrie, à la politique d'expansion économique, aux besoins de l'État et aux affaires étrangères", et que "la France n'a pas de politique agricole". Mais "la renaissance paysanne est encore possible" et elle a "ses avantages nationaux : la natalité, ses avantages moraux et sociaux." L'éditeur, Denoel, est celui de Charles Braibant (*Le Roi dort*, Prix Renaudot, 1933) ; l'exemplaire de l'auteur pour son frère cadet porte la dédicace "Pour Evelyne, Charles et Guy, hommage de tout mon cœur, Marcel".



Citons en des extraits : "Cultiver la terre est "un métier de fou" disaient nos vieux paysans ; on ne sait jamais la quantité qu'on produira, ni la qualité qu'on obtiendra, ni le prix auquel on vendra. L'adaptation aux besoins de la consommation est cependant possible avec l'organisation professionnelle... La coopération est parfois confondue avec l'avènement du communisme : il y a certes des coopératives dans l'URSS, mais il y en a aussi dans les pays de propriété individuelle. Cette universalité prouve la supériorité de l'institution coopérative... Syndicats, coopératives, Chambres d'agriculture, offices, constitueront l'armature du Conseil national économique élargi qu'il faut créer sans tarder pour fonder un ordre nouveau et constituer la démocratie économique...".

Un petit chapitre contient des propositions de financement de la reconstitution paysanne. Cette démarche nécessite une représentation politique : "C'est pourquoi il (Fleurant Agricola, K. S.) convia les Paysans d'Auvergne à la création du Parti vert". Ce parti, devenu le PAPP, "entend que l'esprit des hommes de la terre, leur idéal et leur mystique pénètrent tous les domaines de la vie publique, la politique intérieure comme les affaires étrangères, les finances publiques comme la législation sociale et l'ensemble des questions économiques qui commandent l'avenir de la nation en France et outre-mer".

Est énoncé en conclusion le "pacte" du Front paysan avec ses cinq objectifs : *Lutte contre une politique de déflation qui tend au nivellement inacceptable des prix français et des prix*

### Les dirigeants du Front paysan veulent poursuivre leur action

On communique :

Une réunion des dirigeants du Front paysan s'est tenue le 7 mars pour examiner la situation actuelle.

Ils se sont étonnés que l'on ait pu songer à comparer leur mouvement de défense professionnelle avec le mouvement politique du Front commun.

En outre, ils ont enregistré avec satisfaction que la lutte engagée par les pouvoirs publics contre le Front paysan s'était traduite par une augmentation considérable des adhésions des groupements professionnels agricoles.

Ils ont décidé enfin de poursuivre avec la plus grande énergie leur action pour la défense professionnelle de la paysannerie et de toutes les professions qui vivent de la prospérité paysanne.

<sup>33</sup> *Le Matin*, 29 novembre 1934

<sup>34</sup> Gaston Bergery, ancien combattant, avocat, ancien collaborateur de Hériot est élu du Front populaire. Il poursuit son projet de rassemblement au delà des partis puis approuve les accords de Munich. Critiquant le capitalisme, il penche pour l'autoritarisme, frôle parfois l'antisémitisme, vote les pleins pouvoirs à Pétain, échoue de nouveau à rassembler en compagnie de Marcel Déat un parti unique ; ambassadeur de Vichy à Moscou, il ensuite nommé à Istanbul. Il fait cinq mois de détention préventive à son retour en 1945, obtient un non lieu de la Cour de la Seine en 1949, reprend sa profession d'avocat et il devient un des fondateurs de l'Association pour la défense de la mémoire du Maréchal Pétain.

mondiaux ; lutte pour une politique de revalorisation des prix nationaux à la production ; lutte pour une protection du travail national sous toutes ses formes ; défense du régime républicain avec réforme de l'État ayant pour bases la famille et le métier ; organisation professionnelle de l'économie nationale". L'auteur tente de convaincre son public que le salut de la civilisation paysanne se confond avec celui de la civilisation française. Il s'en prend en particulier à André Tardieu, qui est en train de virer à l'antiparlementarisme : "Trois périodes (de la politique agricole, K.S.) doivent être distinguées depuis l'armistice : la première qui s'étend jusqu'à 1929 ; la période Tardieu ; l'époque 1932-1935."... En "acceptant (Tardieu en 1931, K.S.) de donner son concours au gouvernement Pierre Laval, il demande à être chargé de l'agriculture. Alors s'ouvre une série de brillants discours, répandus dans tout le pays... M. Tardieu jure fidélité à la terre. Si, dans l'avenir, dit-il, son concours est sollicité pour d'autres portefeuilles, il refusera. Il ne veut plus être que le "commis" à l'Agriculture. Serment fragile ! Le ministre sera bientôt attiré par d'autres perspectives... Son oeuvre à l'Agriculture aurait pu être féconde ; elle fut presque uniquement verbale. M. Tardieu n'a rien fait de durable..."

De son côté, Léon Blum avait reproché à Tardieu moins ses propositions de réforme, dont notamment le vote des femmes, que la proposition de les réaliser par référendum<sup>35</sup>.

Jacques Peyrot, l'auteur des « Petites causeries agricoles » hebdomadaires, commente dans *Le Matin* du 11 mars 1935 la nouvelle parution : "Marcel Braibant nous montre de sa dure baguette de terribles tableaux statistiques qui révèlent l'agriculture sacrifiée. Le malaise et l'injustice ne sont pas d'hier et Mirabeau, dans *l'Ami des hommes*, écrivait : "Vous faites trop de règlements en faveur de l'industrie et du commerce. Il en résulte que les artisans (les industriels d'alors) se multiplient et meurent de faim, tandis que la campagne devient déserte. Notre auteur assure que le marasme actuel vient des milliards improductifs parce que dissimulés. Puisque le marasme est universel, les milliards ne sont pas exclusivement français..."

Marcel Braibant, dans son livre, sur lequel je reviendrai, montre comment la vie chère atteint par deux côtés le paysan, comme consommateur et comme producteur. Ce n'est pas le paysan qui a fait augmenter le coût de la vie ; il en est au contraire, la première victime.

Marcel Braibant a écrit : "Sur huit millions de travailleurs agricoles, il y en a cinq millions qui exploitent pour leur propre compte ; parmi les trois autres millions, beaucoup possèdent et ne travaillent que momentanément pour un patron. L'agriculture offre donc une supériorité ; elle est dans la société moderne un élément du progrès moral et social". Donc, poursuit Peyrot, interprétant l'auteur, et se moquant peut-être de lui : "Le meilleur placement pour les milliards, lorsqu'ils montreront leur nez bleu, en billets neufs, c'est notre chère agriculture qui ne demande qu'à quitter la chambre où elle souffre." (*Le Matin*, 11 et 18 mars 1935).

Dans la *Revue de Paris* de novembre/décembre 1935<sup>36</sup>, Bertrand de Jouvenel (1903-1987), "Jeune Turc" du Parti radical et membre du Groupe universitaire de la SDN<sup>37</sup>, publie une analyse du Front paysan, reposant en partie sur le texte de Marcel Braibant. Ce publiciste et romancier connu (fils d'Henry de Jouvenel, (1876-1935), diplomate et directeur du *Matin*), auteur de *Économie dirigée* en 1928 et *Vers les États-Unis d'Europe* en 1930, vient de couvrir le « Parteitag » de Nuremberg du NSDAP, le congrès des "lois raciales" pour l'hebdomadaire *Gringoire*. La publication littéraire et politique de la droite, puis de l'extrême droite, pacifiste, italophile et anglophobe, - et de plus en plus antisémite - rémunère, paraît-il, fort bien ses collaborateurs ; André Tardieu en sera l'éditorialiste de 1936 à 1939.

La mère de Bertrand de Jouvenel est Claire Boas (1878-1967), femmes de lettres, diplomate et à sa façon, politicienne. Née dans une famille juive d'industriels alsaciens, elle reçoit dans son

<sup>35</sup> Nicolas Roussellier, « André Tardieu et la crise du constitutionnalisme libéral (1933-1934) », *Vingtième Siècle*, n°21, janvier-mars 1989. (Dossier : Penser le fascisme, pp. 57-70)

<sup>36</sup> « Le Front Paysan », *Revue de Paris*, novembre 1935, p. 652.

<sup>37</sup> Sur le GUSDN, voir plus haut. Un de ses membre est André Weil-Curiel, le beau-fils de Marcel Braibant.

salon mondain du boulevard Saint Germain artistes, politiques et diplomates. Parmi ses amis, l'homme politique le plus influent est Philippe Berthelot (1866-1934), diplomate notamment en Asie, puis « éminence grise » du Quai d'Orsay. Il a déjà été question de Berthelot et de l'entourage de Rose-Anita Finaly, ainsi que de Loucheur, père et fils.

Bertrand de Jouvenel semble être fasciné par le succès des hitlériens, en dépit de leurs actions antisémites. Il associe le Front paysan avec l'action de Walter Darré, "Bauernführer" ("Führer" des paysans) et ministre de l'Agriculture, initiateur de l'annuel "Reichsbauerntag" (Foire des paysans du Reich). Il la compare aussi à celle du ministre britannique de l'Agriculture, Walter Elliot<sup>38</sup>, ainsi qu'avec le mouvement des grévistes du "Farmer Holiday" de Milo Reno dans le Iowa<sup>39</sup>. Il constate qu'on est passé d'une phase où le gouvernement pouvait intervenir par des mesures de protectionnisme à « *une phase beaucoup plus difficile. Nous trouverons donc dans l'agrarisme français les deux éléments ailleurs disjoints : intervention d'associations agricoles (consacrées de longue date par une collaboration quasi régulière avec les milieux officiels) et campagnes d'organisations politiques nouvelles à caractère révolutionnaire* ».

L'originalité du Front paysan est, selon Bertrand de Jouvenel, de réunir deux facteurs : "Nous trouvons surtout en France ce qui manque à presque tous les mouvements agraires étrangers : une idéologie qui approche de la maturité et qui donne à ces mouvements une bien autre cohésion que ne le feraient des revendications uniquement inspirées de la conjoncture économique défavorable." Selon de Jouvenel Marcel Braibant serait donc le propagandiste d'une idéologie qui « approche de sa maturité » ? Voyons donc comment de Jouvenel précise cette vue des choses. Après avoir rappelé que le PAPF était récemment entré en correspondance avec la Confédération générale des paysans travailleurs, organisation d'inspiration communiste, dirigée par Jean Renaud et Robert Mioch, Bertrand de Jouvenel traite du "Front Paysan et son héros, Dorgères... un petit Flamand râblé au teint rose". Il est devenu directeur du **Progrès agricole de l'Ouest**, hebdomadaire qui avait alors 232 abonnés et qui en a aujourd'hui 35 000 environ!"... Dorgères se conquiert rapidement une large audience ; après l'une de ses réunions publiques, un jeune auditeur s'approche de lui, se présente : Jacques Le Roy Ladurie. Ce soir-là se noua entre les deux hommes une alliance qui est peut-être le véritable ciment du Front paysan." Faut-il rappeler que le frère aîné du "jeune auditeur" est un banquier très influent qui lui ouvre les portes à Paris où il fréquente notamment Anatole de Monzie, le promoteur des AI de Charles Braibant, évoquées précédemment ?<sup>40</sup>

Voici, selon Bertrand de Jouvenel, ce qui déclare le nouveau leader de l'Union des syndicats : « Dorénavant, il faudra que les syndicats soient vraiment des syndicats, et non plus des cercles ni des associations philanthropiques". L'analyste de continuer : "... le Front paysan n'a pas seulement des revendications économiques immédiates. Celles-ci, comme il arrive dans le cas de tout mouvement visant à soulever les masses, sont situées un peu au delà du possible. Le Front paysan a aussi, a surtout, une idéologie corporative, à la base de laquelle on trouve la notion de la propriété, fonction sociale... Le Front paysan entend rendre à la propriété (devenue la plupart du temps un simple placement de capitaux - l'auteur cite ici Albert de Mun, catholique et monarchiste, boulangiste et anti-dreyfusard) son véritable caractère et en faire la pierre d'angle de l'édifice social". Il conclut ainsi : "Le Front paysan a un projet de Constitution corporative qu'a été exposé

<sup>38</sup> Walter Eliot (1888-1958), député écossais, ministre de l'Agriculture de 1932 à 1936, a tenté de protéger les paysans de la faillite par une réglementation des marchés des produits agricoles (Agricultural Marketing Act)

<sup>39</sup> L'association du „Farmers Holiday“: Les agriculteurs refusaient de les mettre leur produits sur le marché, se mettaient en grève, en « congé ». Voir plus haut pour Milo Reno et le contexte politique de son mouvement.

<sup>40</sup> Le « petit flamand râblé au teint rose », qui se nomme Dorgères, est Henri-Auguste d'Halluin (1897-1985) né à Wasquehal, vicomte, ancien Camelot du roi, fondateur des Chemises vertes en 1934 auteur de *Haut la fourche*, paru en 1935. Soldat décoré en 1940, il s'échappe de son camp de prisonniers, puis est nommé organisateur de la Corporation paysanne par Vichy en 1941, avant de s'en éloigner d'elle en raison de sa dénomination par les grand propriétaires. Condamné après la guerre à l'indignité nationale, il voit bientôt sa condamnation levée pour services rendus à la Résistance. Député poujadiste de 1956 à 1958, il vote le changement de la Constitution mais non les pleins pouvoirs au général de Gaulle.

par M. Pierre Hallé... et qui mérite mieux que le résumé qu'on pourrait en faire ici." <sup>41</sup>

Qui sont les propriétaires de la Revue de Paris ? André de Fels, ancien de la Jeunesse catholique ultramontaine (conférence Olivain), ancien combattant, ancien député de la Gauche radicale, maire d'Arcachon, et sa soeur, Edmée de La Rochefoucault, femme de lettres, longtemps présidente du jury du prix Femina ; elle est depuis 1927 directrice de l'Union nationale pour le vote des femmes, une ligue catholique.

La campagne électorale et les résultats du scrutin marqueront l'année 1936. Le 12 janvier 1936, à la Maison du peuple du Clermont-Ferrand, le quatrième congrès national des Jeunesses agraires est "présidé par M. Louis Guillon, député des Vosges, assisté de MM. Léon Cohade et Fauconnier, vice-présidents du Parti agraire ; Henri Noilhan et Marcel Braibant, secrétaire général et secrétaire général adjoint du Parti agraire et paysan français." <sup>70</sup> délégués environ assistent à une discussion "assez houleuse" <sup>42</sup>.

Le PAF éclate le 5 février lors de son congrès annuel. Sous la direction de Louis Guillon, son aile "gauche" forme le Parti républicain agraire et social. Louis Guillon, le député sortant des Vosges, Marcel Braibant, Henri Noilhan suivis de vingt-deux fédérations départementales, dont l'Aisne, les Ardennes, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne, les Vosges, ainsi que les Jeunes agraires, quittent "le Parti dont Dorgères est le véritable chef. Ils se prononcent contre le fascisme et dénoncent la mainmise d'ennemis des paysans sur ce Parti" <sup>43</sup>. Le nouveau parti donne comme motif de la scission "l'impossibilité de connaître les modalités de la récente vente à de nouveaux propriétaires, de l'organe central du Parti agraire (*La Voix de la terre*, KS), ainsi que d'obtenir des précisions sur les déviations de la politique agraire depuis de longs mois." <sup>44</sup>

« Certains dirigeants du Parti agraire, pris de dégoût devant la démagogie de Dorgères, ou constatant la fidélité des paysans à la République, ont essayé de briser avec éclat le Front paysan... » écrit le mensuel du Finistère *La Défense et l'action laïques*, sur sa « Page antifasciste » en février 1936, citations de Braibant et de Noilhan à l'appui <sup>45</sup>.

Louis Guillon (1887-1947) a été garçon de course à la blanchisserie et teinturerie de Thaon-des-Vosges où le patron, Paul Lederlin, industriel protestant, a façonné sa carrière. Il s'est éloigné de son mentor, élu sénateur en 1920. Après des échecs

Au cours de la discussion, MM. Noilhan, Braibant, Boinet, Louis Guillon, et Louis Cohade prirent la parole. Un ordre du jour fut voté ; le parti agraire s'y proclame ennemi de toute dictature, s'élève contre la politique de déflation, constate les manœuvres intérieures de désunion dont il est l'objet et donne mandat à ses délégués au congrès national de février prochain de ramener le parti agraire à son véritable but qui est l'émancipation paysanne.

Conscients de représenter les véritables intérêts des masses laborieuses ;  
Après avoir constaté l'impossibilité de connaître les modalités de la récente vente à de nouveaux propriétaires, de l'organe central du parti agraire ainsi que d'obtenir des précisions sur les déviations de la politique agraire depuis de longs mois ;  
Constatant que des personnalités dénoncées pendant longtemps comme adversaires de la paysannerie ont obtenu une carte de membre du parti agraire ;  
Constatant, une fois de plus, que la paysannerie ne peut s'affranchir que dans le cadre démocratique et républicain grâce à une politique de clarté ;  
Répudiant toute dictature ;  
Décident, pour conserver et servir l'idéal agraire de la première heure, de reconstituer les formations agraires sur les bases de la charte du congrès de Clermont-Ferrand des 23 et 24 mars 1935 ; décident la constitution d'un parti dénommé « parti républicain agraire et social ».

<sup>41</sup> Pierre Hallé, ingénieur agronome, est un ancien de l'Institut national d'agronomie, en 1924 à l'origine de l'Association générale des producteurs de blé (AGPB/AGPC), un groupe de grands exploitants dont il devient le secrétaire général ; il en sera toujours conseiller économique en 1950. Il est membre de la direction de la Corporation paysanne sous Vichy. Voir Philippe Lipshitz, *Chroniques rurales de notre temps*, Paris, Mon Petit Éditeur, 2012. Hallé s'est opposé aux mesures du Front populaire (voir Alain Chatriot, *La politique du Blé*, Paris, IGPDE 2016). De façon plus générale, notons une conférence de Hallé en 1951 et la discussion qui la suit : [http://www.persee.fr/doc/ecoru\\_1146-9374\\_1951\\_num\\_3\\_3\\_1787](http://www.persee.fr/doc/ecoru_1146-9374_1951_num_3_3_1787).

<sup>42</sup> *Le Matin*, 13 janvier 1936 ; voir également une brève du *Temps* du 14 février.

<sup>43</sup> *L'Humanité*, 6 février 1936, article de Jacques Duclos.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>45</sup> En fait le périodique a repris des extraits d'un texte édité par *Vigilance*, le journal du Comité de vigilance des intellectuels anti-fascistes fondé en 1934 sous le patronage de Paul Rivet (socialiste), Paul Langevin (communiste) et Alain (radical). Les « extraits », sous le titre « Le parti agraire et le Front paysan », remplissent plus d'une demie page et résument bien le sujet. Le premier extrait est titré : « Le Parti agraire invente le Front paysan ».



électorales en 1924 et 1928 en tant que candidat de droite, voire d'extrême droite, il s'est présenté en 1932 à Mirecourt comme "*candidat républicain d'action sociale et agraire*", anticapitaliste. En 1936, il est battu de 67 voix au second tour par Jean Leroy, le candidat du Front Populaire<sup>46</sup>.

Aux élections de 1936, le PAFP recentré à droite réussit dans la Somme. L'élu est François de Clermont-Tonnerre (1906-1979), châtelain et maire de Bertangles, ancien élève de l'École des chartes, archéologue en Syrie, aviateur, riche exploitant, secrétaire général de l'Association syndicale betteravière de la Somme.<sup>47</sup> De même, Pierre Mathé (1882-1956), gros exploitant en Côte d'Or, membre de la Chambre départementale d'agriculture, battu aux élections de 1932, devance le socialiste au premier tour à Dijon II ; seul candidat opposé au Front-populaire, il est élu au second tour à l'Assemblée. En tant que propagandiste du PAFP il a soutenu Louis Mouilleseaux, industriel lorrain, candidat à Verdun de la droite, théoricien corporatiste de la Solidarité française : ce mouvement a été financé par le "duce français", François Coty (1874-1934); richissime parfumeur corse, magnat de la presse, notamment du *Figaro* et du *Cri du peuple*. Ce néo-bonapartiste, mécène bienfaisant, est aussi financier des ligues d'extrême droite, depuis les années 1920, jusqu'à l'émeute du 6 février 1934. Mouilleseaux est battu de peu par le candidat du Front populaire. Pierre Mathé est également associé à Pol Marc, dirigeant de la Ligue lorraine de défense paysanne qui fondée en 1933 à la suite de grandes manifestations de paysans à Verdun et à Bar-le-Duc, refuse de céder le terrain aux Chemises vertes de Dorgères. La Ligue joindra le PAFP en 1939.

Gabriel Fleurant Agricola meurt en juin 1936<sup>48</sup>. Mathé qui entre temps a créé le groupe « Agraire indépendant » à l'Assemblée, prend la relève. Au printemps 1938, Mathé, Mouilleseaux et Clermont-Tonnerre publient *Le Manifeste paysan : essai d'une doctrine humaniste appliquée à l'agriculture française*. Par ailleurs, les trois agrariens « humanistes », dont deux parlementaires, se sont distingués par leurs discours anti-parlementaires, anti-communistes, anti-sémites et/ou racistes. Après la scission, à la suite des élections de 1936 et de la mort du fondateur du PAFP, cette tentative d'une représentation politique du monde agraire ne peut subsister que dans le cadre d'un rapprochement avec les classes moyennes. Le PAFP, que Marcel Braibant a quitté, semble destiné à se faire « dévorer » par le PSF du colonel de La Rocque.

Retournons à Marcel Braibant. Le 15 janvier 1936 - trois jours après son discours au congrès de Clermont-Ferrand - , à 21 h à la Mutualité sous la présidence de Louis Guillon, il donne une conférence sur "L'Agriculture française. Son tragique déclin, son avenir" ; début février, on est alors en pleine campagne électorale, son deuxième texte de politique agricole paraît sous ce même titre chez Armand Colin. *Le Temps* réserve une colonne et demie au compte rendu critique de Paul



Decharme, qui conclut ainsi : "Le livre de M. Marcel Braibant mérite d'être lu d'un bout à l'autre et nous y reviendrons... M. Marcel Braibant sait très bien que les éléments de la prospérité agricole ne tiennent pas dans le cadre étroit de la paysannerie. Il écrit lui-même : "L'agriculture ne peut pas s'isoler dans la nation. Elle ne saurait vivre de sa seule substance. Il n'y a pas d'agriculture saine dans un

L'Allemagne a devancé dans l'application, les plans de nationalisme économique de M. Braibant. Sa crise agraire s'en trouve-t-elle mieux ?  
Ce rapprochement avec l'Allemagne hitlérienne ou, si nous voulons, avec l'Italie, nous est suggéré aussi quand M. Braibant nous vante (P 190) les bienfaits des réformes politiques « intégrant dans l'Etat les syndicats, les associations professionnelles, les coopératives et les chambres d'agriculture » qui constitueraient un conseil national « participant à l'œuvre législative comme organe délibérant ».

**Jean DUPUY.**

<sup>46</sup> Sur l'idéologie des représentants du monde agraire, voir également Édouard Lynch, *Moissons rouges ...*, Villeneuve d'Ascq, 2002.

<sup>47</sup> En 1940 François de Clermont-Tonnerre vote en faveur de Pétain, mais, déçu par la politique de Vichy, il rallie l'Afrique du Nord. Il devient chef de l'état-major de Giraud, le célèbre évadé de la forteresse de Königstein en avril 1942, le rival du général de Gaulle. Réélu maire en 1945, il échoue à plusieurs reprises aux élections législatives.

<sup>48</sup> En février 1937, un monument à la mémoire du leader défunt, sculpté par Jonny Durand (1886-1956), s'élèvera à Compiègne sur le quai de l'Oise qui porte aujourd'hui le nom du fondateur du PAFP.



pays ruiné.<sup>49</sup> La solution n'est pas un protectionnisme à outrance de l'agriculture (sous-entendu, mais non plus une industrialisation à outrance) : l'auteur reconnaît l'effort du Parlement et de l'administration "qui a qu'un désir et aussi, ne l'oublions pas, qu'un intérêt : réussir dans ce qu'elle fait pour l'agriculture"<sup>49</sup>.

*L'Humanité* du 21 mars 1936, sur sa page "Nous, de la terre...", consacre au livre une note de lecture bien visible : "C'est à notre connaissance le livre le plus complet qui ait été consacré à l'aspect économique de la crise agraire en France", écrit Jean Dupuy. "Son auteur est un bourgeois, et à ce titre, il envisage "l'agriculture" en bloc. Le tableau du déclin qu'il en trace aurait été plus saisissant et plus véridique, si derrière l'agriculture, il avait montré l'agrarien, le paysan, l'ouvrier agricole que la crise n'a certes pas touché au même degré. Tel quel, cependant, le livre présente un grand intérêt. A double titre. D'abord par la photographie qu'il donne du déclin de l'agriculture... Si les commentaires qui les accompagnent ne sont pas toujours justes à nos yeux, les données concrètes remises n'en présentent pas moins un tableau édifiant. L'autre aspect du livre est d'un intérêt en quelque sorte symbolique... Il pense que "le maintien du salaire (dans l'industrie) doit être à la base de la défense des intérêts agricoles" et que par suite, il faut créer des liens de solidarité entre les ouvriers et les paysans. Mais M. Braibant admettra-t-il que cette solidarité peut être féconde seulement dans la lutte contre l'ennemi commun, le capitalisme urbain et rural ? Non, lui il vante "le lien unissant le sort de toutes les classes de la population, celui du commerce et de l'artisanat, celui du paysan et de l'ouvrier"<sup>49</sup>.

Jean Dupuy reproche à Marcel Braibant d'avoir semblé trouvé la clé du problème avec la création d'une économie agricole en vase clos. Cultiver un mauvais et coûteux café à Madagascar, alors qu'au Brésil on en brûle de l'excellent et bon marché, est-ce la solution ? Et supposons que la France pratique ce protectionnisme extrême, où trouvera-elle les pays acheteurs de ses produits qui ne réagiront pas en se protégeant de la même manière ?

"L'euro péen" Braibant veut-il vraiment un protectionnisme à outrance ? Le rapprochement avec l'Allemagne suggéré par Jean Dupuy ne me semble pas si évident, en dépit de la référence à l'idéologie corporatiste lorsque Marcel Braibant parle de son « dada », le Conseil national "participant à l'oeuvre législative comme organe délibérant". Ne veut-il pas, justement, délibérer là où le corporatisme à l'allemande n'organise que les acclamations aux décisions des « fuserers » ? Braibant prône plutôt une sorte de « corporatisme démocratique ». N'oublions pas que la campagne électorale bat son plein et bien que Braibant ait quitté le Front paysan, le nouveau parti des dissidents opposés au Front paysan de Dorgères, le Parti républicain agraire et social, n'adhère pas au Front populaire.

Presque côte à côte sur la même page de *L'Humanité*, Waldek-Rochet (1905-1983), adjoint de Renaud Jean à la Confédération générale des paysans-travailleurs (CGPT), membre du comité central du Parti communiste, bientôt député de Nanterre, fustige Dorgères, le "porte-parole des comtes et des marquis (qui) justifie le coup de force du Führer qui menace de mettre le feu à

*l'Europe*", ce Dorgères qui affirme que "pour maintenir la paix en Europe, il fallait laisser faire Mussolini en Afrique". Selon Waldeck-Rochet "Hitler peut se permettre aujourd'hui toutes les audaces parce qu'il est encouragé par les Dorgères, les de la Rocque et les Laval qui, en France, se font les soutiens de l'hitlérisme" et qui, par haine de la classe ouvrière, "préfèrent voir la France sous le joug d'Hitler que de voir la victoire du Front populaire..." Peut-être moins par haine de la classe ouvrière que par crainte de celle-ci ? L'auteur formule une constatation ou bien il s'agit

<sup>49</sup> *Le Temps*, 4 février 1936.

d'un vœu : "Les paysans français, qui veulent la paix, savent maintenant que Dorgères est leur ennemi".

Hitler a obtenu un succès important le 7 mars 1936 avec l'occupation de la zone démilitarisée à l'ouest de l'Allemagne, la Rhénanie ; il a justifié cette occupation comme une réaction au Pacte franco-soviétique ratifié le 27 février. Les réactions des Alliés à cette violation des accords de Versailles et de Locarno sont négligeables pour diverses raisons. Cette occupation contribue pour Hitler, préparant de pseudo élections au Reichstag la même année, à renforcer son soutien dans son pays. Elle signifie pour l'Europe l'affaiblissement de la stabilité.

Deux ans plus tard, Claude Deroy, publie, toujours dans *L'Humanité*, une série d'articles "La femme à la ferme". Nous lisons : "Les femmes occupent une grande place dans les travaux des champs ; la statistique de la main-d'oeuvre indique que, sur 7 276 845 personnes occupées dans l'agriculture - je ne dis pas : ouvriers agricoles - il faut compter 3 896 457 femmes, donc plus de femmes que d'hommes.

*J'emprunte ces chiffres au livre si solide, si informé de Marcel Braibant.*" Claude Deroy continue en le citant : " Ces chiffres comprennent les membres de la famille travaillant effectivement et les salariés. Dans chacune de ces deux catégories, la proportion des femmes est très différente. Sur 5 061 159 personnes occupés comme membres de la famille, il y a 3 223 861 femmes et 1 837 298 hommes. Au contraire dans la catégorie des salariés, les hommes sont plus nombreux que les femmes. Cette différence s'explique aisément : quand elles ont un intérêt dans l'exploitation les femmes restent attachées à la terre, mais lorsqu'elles ne tirent de leur labour qu'un salaire dérisoire, elles préfèrent une autre occupation"<sup>50</sup>.

Marcel Braibant ne cesse de travailler sur ce sujet : *La Tragédie paysanne est publié en*

## La tragédie paysanne

Préface de Georges MONNET

**V**OICI un livre de qualité et qui, sous un volume réduit, nous fournit une belle documentation sur la situation de la paysannerie française. Un sommaire de son contenu suffira sans doute à l'établir.

Dans une première partie, Marcel Braibant rappelle que l'application des traités de 1860 et la mise en vigueur d'accords commerciaux ultérieurs ont entraîné l'interdiction de certaines cultures importantes et la disparition d'autres productions agricoles qui n'étaient plus rémunératrices. La concurrence victorieuse des trusts sur la petite industrie et le petit commerce des produits agricoles a eu des suites déplorable en soumettant la petite paysannerie à la souveraineté du grand capital. Ainsi nos campagnes ont été appauvries et menacées de ruine, malgré quelques tentatives du législateur (la loi Jaurès, par exemple). Parmi les preuves qu'on peut en donner, citons la disparition de la petite culture : en 1892, on comptait 2.235.405 exploitations agricoles de 1 hectare et au-dessous ; en 1929, on n'en comptait plus que 1.014.759, soit une diminution de plus de moitié. En 1892, il y avait 2.617.538 exploitations de 1 à 10 hectares ; en 1929, il y en avait 1.863.867, soit 753.691 de moins.

Certains économistes ayant parlé de surproduction agricole, Marcel Braibant établit ensuite que ce n'est là qu'une légende et, qu'en réalité, notre agriculture produit moins qu'avant la guerre, et c'est tout naturel puisque les surfaces emblavées ont diminué, que certaines cultures industrielles — betterave, houblon, textile — sont ou limitées par les contingentements ou rétrécies par la fermeture des marchés étrangers. Aussi les conditions de l'existence matérielle dans nos campagnes sont-elles lamentables : état sanitaire déplorable ; logis étroits, malsains, vétustes ; absence presque complète de tout confort ; labeur écrasant de la femme ; travail prématuré de l'enfant, etc... Il va de soi que le journalier n'a pas un sort plus doux que le petit paysan propriétaire : le prolétariat rural est certainement le plus déshérité de tous, le plus ignoré, le plus abandonné dans son ignorance, sa simple rudesse, sa triste résignation.

Mais Marcel Braibant a trop confiance dans les vertus de la paysannerie française et dans le progrès de l'humanité et dans les possibilités de réformes efficaces, pour se borner à justifier les lamentations des agriculteurs. Il voit les misères d'aujourd'hui et il les dit avec la sécheresse que sa pudeur de sentiments lui a inspirée. Mais il tourne aussi ses yeux vers l'avenir, avec l'espoir que la paysannerie française y trouvera un peu plus de justice, de bien-être et de richesse intérieure.

Est-ce donc impossible ?

Marcel Braibant pense tout le contraire. La création d'institutions comme l'Office du blé, l'amélioration de la législation en matière de conventions collectives de travail et de vente, le développement de la coopération agricole, l'extension des lois sociales aux prolétaires des champs lui paraissent de nature à sauver la campagne des périls qui la menacent et à la tirer du marasme où elle est présentement enlisée.

Qu'on n'aille d'ailleurs pas s'imaginer que la paysannerie française soit fermée à ces vues d'avenir. Plus lente à s'éveiller et à prendre conscience de ses intérêts, elle met peut-être plus de mesure dans ses revendications et y fait preuve d'une ténacité au moins égale à sa très longue patience. Ainsi s'explique qu'on la voie se tourner de plus en plus délibérément vers la « gauche » et quitter les partis de réaction dans lesquels ses maîtres l'avaient longtemps maintenue.

Tout, certes, est à lire dans le livre de Marcel Braibant, mais ses pages terminales — justement consacrées à l'orientation politique actuelle de la paysannerie française — sont particulièrement suggestives et de nature à donner à nos camarades plus de confiance dans la valeur de leurs thèses et l'efficacité de leurs efforts.

Comme le dit Georges Monnet dans sa préface, « la *Tragédie paysanne* vient à une heure singulièrement opportune ». Et l'on y voit avec satisfaction que « nos paysans ont aujourd'hui parfaitement conscience de la situation d'infériorité dans laquelle, pendant des années, ils auront dû vivre, et du rôle essentiel que pourtant il leur appartient de jouer dans la collectivité nationale ».

J.-B. SEVERAC.

(1) Paris, Gallimard (1937).

<sup>50</sup> L'Humanité du 7 juillet 1938

1937 chez Gallimard dans la série NRF-Problèmes-Documents. Georges Monnet, alors ministre de l'Agriculture - il y a peu de temps, des militants de la SFIO, polémiqueaient contre Marcel Braibant - écrit une préface. Il remercie l'auteur "de conclure sur une impression d'optimisme. Oui, les travailleurs de la terre discernent aujourd'hui partout dans le monde quelles sont les voies qui mènent vers un avenir meilleur. Ils comprennent parfaitement la solidarité qui les unit avec les autres catégories laborieuses de la société humaine. Sur le terrain professionnel comme sur le terrain politique, rien ne les détournera "d'être au premier rang des artisans de la démocratie économique et sociale." Le Populaire, le journal du Parti socialiste, recommande la lecture de ce livre "fort intéressant" et se fait "un plaisir d'en publier la préface écrite par notre camarade Georges Monnet, ministre de l'Agriculture"<sup>51</sup>.



George Monnet (1898-1980), ancien combattant, volontaire très jeune de la guerre, s'est trouvé, après sa démobilisation, dans la zone rouge à Celle-sur-Aisne, une exploitation de 200 ha. Il a réussi à la remettre en état.

Membre de la SFIO, maire, conseiller général, député depuis 1928, sa femme Germaine et lui sont amis de Léon Blum et de Camille Chautemps. Georges Monnet défend les petits exploitants contre "la mainmise de tous les grands intermédiaires capitalistes" par la régulation des prix à travers l'Office du blé (ONIB), sa création. Selon Wikipedia Renaud Jean du PC, président de la Commission agricole de l'Assemblée et pressenti pour être ministre serait à l'origine de l'initiative. Georges Monnet doit surmonter une opposition tenace qui semble émaner de proches du Comité des forges. Par ailleurs c'est également lui qui en 1938 dirige *Agir pour la paix, pour le socialisme*, organe partisan d'une ligne de fermeté face à Berlin. Après la Seconde Guerre mondiale, la Politique agricole commune (PAC) de l'Europe reposera notamment sur les conceptions de Georges Monnet<sup>52</sup>.

Henri Nallet, ancien ministre de l'Agriculture en 1985/86 et 1988-1990, a publié récemment *L'Europe gardera-t-elle ses paysans ?* Il cite en passant *La Tragédie paysanne*, quand il évoque l'historique des réactions aux crises. Le texte se compose de trois parties. La première partie, la description de la tragédie du déclin, est suivie de "Vers une nouvelle économie paysanne », puis de "l'orientation politique et sociale de la paysannerie". Voici l'extrait de "La Tragédie..." publié par la *Revue bibliographique* dont le secrétaire général, Achille Ouy, est un ami de longue date de Charles Braibant :

"...Privé totalement ou en grande partie des possibilités culturelles très intéressantes, le paysan a été obligé de reporter son activité sur un nombre limité de productions : le blé, le vin, le bétail bovin, le lait. Dans ce cadre restreint, il s'est heurté à une concentration de plus en plus considérable du commerce et de l'industrie des produits agricoles. La grande industrie a, en effet, absorbé ou ruiné presque toutes les petites industries et le commerce local. Les neuf dixièmes des moulins français ont disparu ; le nombre des sucreries a baissé de trois quarts pour une production qui a quadruplé (la plupart des usines qui ont subsisté étant d'ailleurs entre les mêmes mains); la concentration s'est produite au même degré dans la brasserie. De puissantes sociétés laitières se sont constituées, accaparant la presque totalité du lait ; dans l'agglomération parisienne, par exemple, plus d'un million de litres de lait par jour, sur 1.200.000 litres, sont distribués par le trust de la laiterie en gros ; dans les régions beurrières et fromagères, les petits établissements industriels ont été absorbés par quelques grosses firmes. Dans le vignoble, de grosses sociétés se sont emparées du marché..."<sup>53</sup>

<sup>51</sup> *Le Populaire*, 9 octobre 1937

<sup>52</sup> Pour davantage de détails au sujet de George Monnet, voir plus loin, chapitre 11, « La troisième vie ».

<sup>53</sup> *La Revue bibliographique*, n° 44, janvier-mars 1937.

Achille Ouy continue : "Migration à sens unique des champs vers les villes qui, j'y insiste, s'explique mieux lorsque Marcel Braibant nous trace, de la vie rurale, un tableau peut-être très sombre, mais que nous sentons véridique". D'ailleurs Georges Monnet, dans sa préface, s'interroge : "Oserions nous affirmer qu'il n'existe nulle part, en France, des petits cultivateurs ou des ouvriers agricoles astreints à une existence qui ne peut être supportée que grâce à l'héritage d'une résignation séculaire ? Achille Ouy conclut : " Dans tous les pays, à l'heure actuelle, un vigoureux effort est tenté pour ranimer ou développer la prospérité agricole. Même en Grande-Bretagne, le "protectionnisme" est à l'ordre du jour. En France, les pouvoirs publics obéissent au même souci, qui est de mettre fin, rapidement - si possible - à la "tragédie paysanne"..."

Jean Baptiste Severac (1879-1951) est philosophe, professeur de collège, traducteur de textes de Wladimir Soloviev, rédacteur en chef de *l'Humanité* jusqu'en 1918, collaborateur au *Populaire* et secrétaire général adjoint de la SFIO de 1924 à 1940. Le 8 décembre 1937, *Le Populaire* publie sa note de lecture compréhensive du livre de Marcel Braibant (voir page précédente).

L'analyse et les propos de Marcel Braibant lors du Front populaire mériteraient, me semble-t-il, une comparaison avec les sujets du cercle autour de la revue *L'État moderne*<sup>54</sup> fondée en 1928 par Joseph Patouillet (1881-1950) et George Mer (1882-1949)<sup>55</sup> l'ami de Charles Braibant.<sup>56</sup> Aurait-il contribué à cette revue des « syndicalistes d'État » ?<sup>57</sup>

« *L'État moderne* » se veut "l'organe de la collaboration des contribuables, des

Cet auteur, spécialiste réputé, à qui nous devons d'autres études sur le même sujet, comme « *D'abord la terre* » (1935) et *L'Agriculture française* (1936) prépare une *Histoire de paysans français* et *La civilisation paysanne et le monde moderne*...

Toutes œuvres animées de la plus ardente sincérité, de la documentation la plus rigoureuse.

On appréciera, dans la *Tragédie paysanne* cette construction d'un ensemble logique, cohérent, solide, à l'aide de simples notes juxtaposées selon un plan méthodique. Disposition qui facilite l'intelligence des multiples problèmes examinés par l'auteur.

Achille Ouy.

<sup>54</sup> Florence Descamps, « *L'Etat moderne, une contribution originale des fonctionnaires des finances à la réforme de l'État 1928-1940* », *Revue française d'administration publique*, 2006/4 n° 120, p. 667.

([www.cairn.info/load\\_pdf.php?ID\\_ARTICLE=RFAP\\_120\\_0667](http://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=RFAP_120_0667).) Cf. également Jeanne Siwek-Pouidessau, « Le syndicalisme des fonctionnaires 1900-1985 », *Vingtième siècle*, n° 37, 115, 1993 [http://www.persee.fr/doc/xxs\\_0294-1759\\_1993\\_num\\_37\\_1\\_2647](http://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1993_num_37_1_2647).

<sup>55</sup> Patouillet et Mer, tous les deux docteurs en droit sont devenus rédacteurs à l'administration centrale des régions financières à Paris. L'expérience acquise durant leur mobilisation dans les services auxiliaires de l'armée les conduit à la réflexion sur la réforme de l'État. Tous deux ont collaboré avec la Commission du Budget du Parlement présidée par Vincent Auriol en 1924. Syndicalistes de la Fédération nationale des associations de fonctionnaires (ensuite Fédération des fonctionnaires) datant de 1909 (300 000 adhérents avant la guerre quand la CGT ne comptait que 350 000), ils s'opposent à la ligne majoritaire dans les années vingt : à la place d'un syndicalisme revendicatif ils envisagent un syndicalisme de propositions et de réflexion sur l'État, un rôle constructif de réalisateur, de collaboration d'hommes qualifiés avec le Parlement en matière de réformes, ce que revient à une composante corporatiste de l'État et vaut à Mer la reproche ironique de vouloir un « *syndicat de mandarins* ». Le troisième directeur de *L'État moderne* est René Corbin (1888-1948), haut fonctionnaire au finances, collaborateur de Pierre Cot, résistant avec son épouse : la première réunion du Conseil national de la Résistance aura eu lieu à leur domicile le 27 mai 1943 sous la présidence de Jean Moulin.

<sup>56</sup> Charles Braibant contribue au n° de juin 1936 : « 1893-1936 naissance ou avortement » ? Au numéro d'octobre 1936 une allocution à l'Association universitaire américaine, « La paix américaine » que le *New York Times* a trouvé « la meilleure analyse du problème de la neutralité des États Unis ». Charles Braibant se dit pacifiste et convaincu que les États-Unis tiennent « la clef de la porte de la paix ». Le n° 11 1937 contient sa contribution « Roosevelt, espoir du monde »

<sup>57</sup> Pour l'instant et faute de mieux : une recherche sur Internet sur *L'État moderne*. Marcel Braibant ne donne que les noms des auteurs du numéro de décembre 1937, dont le sien. Le thème du numéro semble être « Les problèmes des prix ». Edouard Chaux (voir chapitre 9, *Le collaborateur*) y écrit « À la conquête des prix », Paul Allard « Le triomphe du charlatanisme universel », Marcel Cottet « Dégression », Jean Bohemond « L'Italie et la paix ». Paul Prévost dans sa chronique cinématographique établit un lien entre le film "Regain" de Marcel Pagnol et *La tragédie paysanne* de Marcel Braibant. Philippe Guignabaudet, Jules Badin complètent la liste des auteurs de ce numéro.



*fonctionnaires et du Parlement*" sous la devise "indépendance, technicité, collaboration, réalisation". Le périodique s'est doté d'un prestigieux comité de patronage tripartite : les parlementaires Vincent Auriol, César Chabrun, Louis Loucheur, Anatole de Monzie, Pierre Cot, Joseph Caillaux et Henry de Jouvenel ; des fonctionnaires des services des Finances, de la Cour des Comptes, du Conseil d'État, de la Bibliothèque nationale, un juge ; parmi les « usagers et contribuables » figurent René Cassin, juriste, André Citroën, industriel et Léon Jouhaux, syndicaliste<sup>58</sup>. *L'État moderne* ne se veut pas « révolutionnaire », certainement pas dans la perspective de Marx<sup>59</sup> que l'État se fonderait dans l'organisation communiste de la société. Il se veut décidément « réformiste ». Contribuent à la revue des hommes de gauche, des radicaux, des socialistes, des « néo », des indépendants. Les propos de la droite modérée à l'exemple de ceux de Tardieu en 1930 y trouvent leur écho. Une rubrique informe sur « La vie féminine ». Florence Descamps distingue quatre phases d'activité de *l'État moderne*. Tout d'abord, c'est un club de réflexion et d'échanges (1928-1931) ; ensuite, de 1932 à 1935, c'est un groupe de pression, avec le lancement d'un banquet mensuel et qui se prononce notamment contre la politique de déflation et les décrets-loi. Bien des proches de ce groupe siègent au Parlement et/ou appartiennent au gouvernement, notamment Anatole de Monzie, et Marcel Déat. La troisième phase (1936-1937), peut être définie comme celle du « groupe au pouvoir. L'heure des réformateurs » ; la dernière (1938-1940) s'organise autour de la revue généraliste pour techniciens. En novembre 1936, Georges Mer est nommé secrétaire général pour la réorganisation de l'administration centrale des Finances. Le groupement de *l'État moderne* fête le fruit de son travail, la chance de pouvoir commencer enfin à réaliser son projet. Deux ans plus tard, la déception est d'autant plus profonde. Florence Deschamps écrit : « L'expérimentation voulu par l'État moderne n'a pas connu le premier développement. Le Front populaire apparaît comme une occasion manquée pour la réforme de l'État et la déception est immense dans les rangs de l'État moderne » Le Conseil national économique ainsi que les Comités de surveillance des prix se sont avérés impuissants, les syndicats non pas obtenu l'accès à la direction de l'économie, les nationalisations des fabrications d'armes sont désordonnées et la politique de déflation est de retour.

Fin février 1938, Marcel présente son livre dans l'amphithéâtre de géologie à la Sorbonne "sous les auspices du Centre d'amitié internationale", le Cercle de Charles Braibant.

Les projets annoncés de Marcel Braibant, *l'Histoire des paysans français* et *La civilisation paysanne et le monde moderne* ne verront jamais le jour. Un début a néanmoins été publié. Parmi les diverses contributions au numéro 70 de la revue *Commune* (parue en juin 1939), de Louis Aragon, de Julien Benda, Jacques

Béry, Louis Delluc, Edith Thomas, Georges Politzer et Charles Vildrac, figure également celle de Marcel Braibant : *"En lisant Olivier de Serres"*. Le "Père de l'agronomie française" qui vécut de 1539 à 1619, fut un des premiers à étudier méthodiquement l'agriculture et à rechercher des moyens d'amélioration. Son traité, *Théâtre d'Agriculture et mesnage des champs*, a connu de nombreuses éditions.

Un dernier ouvrage de Marcel Braibant, avant le changement brutal de la situation du pays et de sa personne en particulier, est une anthologie d'auteurs contemporains, *Les paysans d'aujourd'hui. Anthologie d'auteurs contemporains* parue en 1939 aux éditions *Mercurie de France*. On reconnaît la volonté d'illustrer la diversité des vies et des campagnes de France, la diversité également des approches littéraires, journalistiques et scientifiques dans cet ensemble de 159 extraits d'ouvrages de 75 auteurs, dont 15 femmes. Tous ont évidemment un lien avec la



<sup>58</sup> Voir Florence Descamps, *op. cit.*

<sup>59</sup> Ou d'un Fernand Pelloutier (1867-1901) anarcho-syndicaliste et promulgateur des Bourses de travail ?



paysannerie, la vie à la campagne, la politique agricole. Mais les biographies et les professions des auteurs, leurs convictions politiques et religieuses sont bien différentes.

Jeanne Bémer-Sauvan, née à Montfaucon sur Argonne, a publié *La mystique de la ferme* (6<sup>e</sup> édition en 1933) et *Mon âme en sabot*, également en 1933. Ce roman en partie autobiographique a reçu le Prix des Belles perdris. Les livres de cette femme ont été accueillis avec enthousiasme par la presse, en particulier par *L'Européen*<sup>60</sup>. Maria Borrelly (1890-1963) est institutrice à Digne. En 1930, André Gide accueille son roman *Sous le vent* à la NRF. Marcelle Capy (1891-1962), née dans le Lot, journaliste, écrivaine encouragée par Jean Jaurès, est connue pour son texte écrit en 1916 *Une voix de femme au dessus de la mêlée*, préfacé par Romain Rolland. Joseph Caillaux, Anatole de Monzie comptent parmi ses connaissances.

Marie Colmont alias Germaine Moréal de Brévans, Mme Henri Collin-Delavaud (1895-1938), née à Paris, orpheline à 10 ans, s'est mariée avec le fils de sa famille d'accueil, l'a suivi à New York et à Londres. De retour en France en 1926, elle écrit surtout pour les enfants, *Claque-Patins* 1936 L'ourson *Mischka* sortira en 1941, publié comme plusieurs de ses livres dans la collection du Père Castor (voir plus bas Marguerite Reynier). Son mari, ultérieurement traducteur, notamment de Rachel Carson, auteur, membre de la SFIO, dirige des cours de formation pour les dirigeants des auberges de jeunesse<sup>61</sup> pour l'extension desquelles sa femme s'est aussi vivement engagée.

Claire Géniaux (1879-1971), journaliste et romancière, a écrit *Les Musulmanes* en 1909 en compagnie de son mari Charles, envoyé du gouvernement en Tunisie. Elle vient de publier *Des Causses à l'Aubrac*, en 1937. Marion Gilbert (1876-1951) née à Montivillier et ayant grandi à Bolbec où son père était pasteur, est traductrice de littérature anglaise et romancière ; son roman *Le Joug*, paru dans les années 1920 s'est vendu à 55 000 exemplaires. Maïna Jablonska (Paule de Lisle), née à Nalliers en Vendée, fonctionnaire à l'Hôtel de Ville de Paris, auteure et co-responsable de l'édition solidaire « Amitié par le livre » fondée par Camille Belliard, directeur d'école à Querqueville dans la Manche, a également publié dans *A contre-courant*<sup>62</sup> la revue d'Henri Poulaille (1896-1980), défenseur décidé d'une « littérature prolétaire » non conforme du réalisme socialiste. « *Une femme à signature russe, en réalité une dame aristocratique de chez nous, veuve et mère de six enfants, exactement Mme de Lisle...* »<sup>63</sup>

Fanny Le Jemtel, née dans l'Oise, a écrit en 1937 un roman se passant dans une usine de sucre. En 1941, elle publiera *Visite de nuit*, dans la collection d'auteurs-femmes « L'Arabesque » chez Denoël. Suzanne Lacore (1875-1975), née en Corrèze, institutrice, membre de la SFIO, est sous-secrétaire d'État chargée de la Protection de l'enfance en 1936-1937; elle publiera notamment *La femme dans l'agriculture* en 1938 et *L'Émancipation de la femme* en 1945

Suzanne Normand (1895-1981), journaliste et romancière, a écrit et écrira notamment *Cinq femmes sur une galère* en 1928, *Madame Tolstoï* en 1930, *Sous le masque du racisme*, *Liberty Ship* en 1945 (préface de J.-P. Sartre), *La route du pétrole au Moyen-Orient* (avec Jean Acker) en 1956. Suzanne Peuteuil, (1903-1993), née en Franche-Comté, journaliste, poétesse, obtiendra le Prix Verlaine en 1942) ; pétainiste, elle sera épurée. Initiatrice du musée Courbet, cette femme de foi, militera pour son pays. Marguerite Reynier (1881-1950), née dans le Jura, professeur au lycée Montaigne (pour la classe de 8<sup>e</sup>), est adaptatrice pour la jeunesse de la littérature mondiale. Elle est associée à Paul Faucher, concepteur des albums du Père Castor, dans le Bureau français d'éducation, créé pour la promulgation de la Nouvelle éducation<sup>64</sup>.

Juliette Roche (1884-1982), peintre financièrement indépendante, amie de Sonia Delaunay

<sup>60</sup> *L'Européen*, hebdomadaire, 10 novembre 1933.

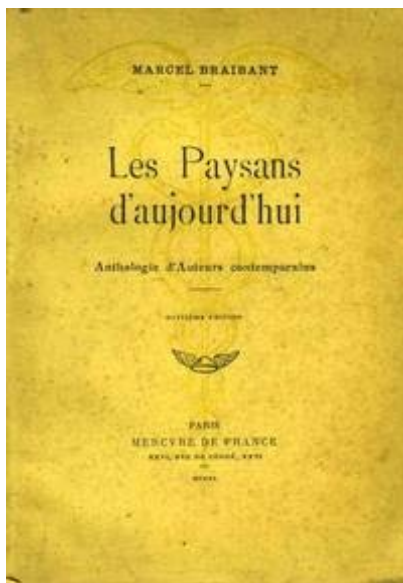
<sup>61</sup> Cf. notice nécrologique, *Le Populaire* du 10 décembre 1938.

<sup>62</sup> *A Contre-Courant*, Revue mensuelle de littérature et de doctrine prolétarienne, n° 11, mai 1936.

<sup>63</sup> [http://www.normannia.info/npdf/50CHERBOURGE/1938/09/14/50CHERBOURGE\\_1938-09-14\\_P\\_0003.pdf](http://www.normannia.info/npdf/50CHERBOURGE/1938/09/14/50CHERBOURGE_1938-09-14_P_0003.pdf)

<sup>64</sup> Michèle Piquard, « Paul Faucher, concepteur des albums du Père Castor, sergent recruteur de la Nouvelle Éducation dans l'entre-deux-guerres », *Recherches & éducations* [En ligne], 4 | mars 2011, mis en ligne le 15 novembre 2012, consulté le 05 mars 2016. URL : <http://rechercheseducations.revues.org/782>.

et des dadaïstes, suit son mari Albert Gleizes à Barcelone, à New York. Puis elle fonde avec lui en 1927 à 50 km au sud de Lyon, « Moly-Sabata », une maison d'artiste dans le but d'animer « une société paysanne nouvelle »<sup>65</sup>. Cette expérience est jugée « extrêmement intéressante » par Marcel Braibant. Edith Thomas (1909-1970) née à Montrouge, chartiste, romancière, communiste de 1942 à 1949, sera une des fondatrices du Comité national des écrivains avec Jean Paulhan et Claude Morgan ; archiviste aux Archives nationales en 1948, elle sera une des pionnières de l'histoire des femmes. Enfin Raymonde Vincent (1908-1985), née dans l'Indre, fille de métayer, tient après la mort de sa mère la maison familiale. Elle s'enfuit à Paris à 17 ans, se marie avec Albert Béguin (1901-1957), libraire, traducteur et futur universitaire. Devenue romancière, elle obtient le Prix féminina en 1937 pour son livre *Campagne*.



Parmi les auteurs-hommes, nous trouvons, le normand, royaliste et châtelain, Jean de la Varende (1887-1959), auteur de *Le sorcier vert* ; le médecin catholique et sénateur de la Vendée Jean Yole (Léopold Robert 1878-1956) ; le protestant et historien du protestantisme Raoul Stéphan de Nîmes, auteur de *Becagrün*; l'écrivain trotskiste belge Francis André (1897-1976), paysan autodidacte, qui suivra Hendryk de Man dans la dérive intellectuelle vers le fascisme ; Léon Gerbe (1902-1985) journaliste, signataire du Manifeste des écrivains prolétariens, auteur en 1928 de *Au pays d'Artense* ; Léon Jouhaux (1879-1954), le dirigeant de la CGT qui fondera FO après la guerre ; Ludovic Massé (1900-1982) instituteur, opposé à Franco, auteur de *Lam la truite* (1937) et de *La flamme sauvage* (1936) ; Henri Pourrat (1887-1959), l'écrivain de l'Auvergne, prix Goncourt en 1941 pour *Vent de Mars* ; le latiniste de la Sorbonne Jules Marouzeau (1878-1964), auteur notamment d'un texte sur son enfance dans la Creuse ; Frédéric Lefevre (1889-1949), dont *Le Sol*, paru en 1931, est illustré par Imre Kertesz ; Marcel Aymé, journaliste (1902-1967), écrivain attaché à la Franche-Comté, titulaire du Prix Renaudot en 1929 pour *La Table aux crevés* ; et enfin le très polyglotte Phileas Levesque (1869-1958), agriculteur en Picardie, rédacteur au *Mercure de France* et journaliste-voyageur pour ce périodique de renommée internationale.

Ni Pierre Caziot, futur ministre de l'Agriculture de Pétain, ni Michel Augé-Laribé, autre personnage de la politique agricole sous Vichy, ni Alphonse de Chateaubriant le futur président du Groupe Collaboration ne manquent à l'appel. Citons encore Henri Queuille, l'inamovible ministre de l'Agriculture, et enfin celui qui sera l'infatigable lutteur contre la faim dans le monde, l'agronome René Dumont (1904-2001).

Ce livre témoigne donc d'une étonnante diversité sur 235 pages seulement. Georges Duhamel, André Gide, Jean Giono, Roger Martin du Gard, François Mauriac, Jules Romain, pour ne citer que les noms des plus connus, y ont contribué, et, bien sur, Charles et Marcel Braibant. « *A ma chère femme* » est imprimé sur la page blanche qui succède à la page titre. Et l'exemplaire de la bibliothèque de Charles, porte la dédicace « *Pour Eveline, Charles et Guy bien affectueusement* » signé Marcel Braibant, 21 mars 1940. C'est peut-être la publication de Marcel Braibant qui en dit le plus sur lui et sur ses conceptions sociales de la vie et du travail dans les campagnes.

\* \* \*

En quoi se résument les conceptions de politique rurale de Marcel Braibant libéré enfin du cadre d'un programme de parti. Ses propos sont mûris depuis de nombreuses années. Nous pensons les trouver dans son dernier livre *La tragédie paysanne* :

**Comme « préambule » :** « *Les paysans qui avaient cru à la possibilité d'instaurer une République paysanne ont compris qu'ils poursuivaient une chimère qui s'éloignait chaque jour*

<sup>65</sup> <https://www.helloasso.com/associations/fondation-albert-gleizes/collectes/Juliette-Roche>.

*davantage des réalités ; décimés et ruinés par le grand capitalisme industriel, ils ne sont plus assez nombreux pour exercer un rôle dirigeant dans le pays ; ils ne peuvent être agissants avec leurs alliés naturels : les travailleurs, sur le plan économique, et les gauches sur le plan politique ... Les droites ne reprendront pas les masses paysannes. A condition que les gauches continuent à ne pas séparer dans leurs préoccupations le prolétariat urbain de la petite paysannerie, les efforts déployés pour amener les campagnes au fascisme échoueront et la République gagnera davantage les âmes rurales... La paysannerie est la chair de la République : elle a fait la Révolution française ; elle a constitué les majorités qui ont réalisé les premières institutions républicaines et participé largement au Rassemblement Populaire ; elle est et elle sera demain plus activement encore au premier rang des artisans de la démocratie économique et sociale. »*

**À propos du syndicalisme :** « Pendant de longues années, les organisations syndicales ont été honnies par la paysannerie...la CGT inspirait une hostilité très vive et une véritable terreur. Si la paysannerie avait persisté dans cette attitude, il aurait fallu renoncer à faire de la France une démocratie économique ; dans un pays à base agricole comme le nôtre, la République sociale doit être paysanne et ouvrière. Les fascistes l'ont bien compris ; c'est pourquoi ils s'efforcent d'entretenir dans nos campagnes les germes d'animosité qui persistent contre le syndicalisme » Pour ce qui est l'attitude de la CGT, Marcel Braibant se tient au discours de Léon Jouhaux à Saint-Nazaire, le 22 février 1937 : « Le syndicalisme n'établit pas de distinction au sein de la classe ouvrière ; il n'en établit pas davantage entre la classe ouvrière et toutes les autres classes de producteurs... Si la classe ouvrière est forte, elle n'entend pas user de sa force pour elle seule. Il lui est impossible de concevoir, par exemple, qu'il puisse y avoir une classe ouvrière plus heureuse et une paysannerie misérable. Les ouvriers agricoles étrangers qui travaillent en France participent largement au mouvement d'émancipation ; il constitue une partie importante des effectifs syndicalistes. Comme les Polonais sont parmi les plus nombreux, le **Paysan** (journal de la FNEA, créé en 1936, tirage 20 000 ; KS) publie, dans chaque numéro, une longue chronique rédigée dans leur langue maternelle. »

Au centre de ses préoccupations ont toujours été **les coopératives sous formes de coopérative de crédit, de consommation et de production**. La dernière est « de beaucoup la moins développée de toutes. Le paysan français considère trop souvent l'association pour la production comme une première étape du collectivisme. Méline, qui n'avait rien d'un marxiste, regrettait déjà cette confusion... ». Marcel Braibant résume « le but à atteindre » : « Il n'est pas question de faire de la France agricole un vaste atelier coopératif ; il s'agit de constituer dans toutes les parties du territoire des éléments de résistance aux trusts, d'éducation paysanne, d'assainissement des marchés et de progrès économique et social. Le développement de la coopération compte ainsi parmi les tâches les plus urgentes et les plus utiles qui puissent tenter un gouvernement réalisateur. »

« Pour ruiner les coopératives, les trusts n'hésiteraient d'ailleurs pas à accorder provisoirement aux cultivateurs des conditions supérieures à celles qu'ils peuvent obtenir de la coopération. Les coopératives ruinées, il reprendraient la liberté d'imposer leurs prix aux producteurs désarmés. Ces craintes ne sont pas chimériques. L'existence de la coopération n'est cependant pas incompatible avec les conventions collectives : c'est une question d'organisation. »

Donc, « **l'importance capitale de la loi** » : « L'avènement des conventions collectives obligatoires de vente sera un fait aussi important que la création du droit syndical par la loi du 21 mars 1884 ; il constituera une réforme capitale de la structure de l'économie agraire. Le principe de ces conventions s'apparente d'ailleurs étroitement au syndicalisme : c'est en effet par l'organisation professionnelle que les conventions collectives vivront et prospéreront : elles contribueront ainsi à développer la personnalité du paysan en le faisant participer étroitement à son affranchissement économique et social. »

**Mesures législatives, actions gouvernementales à prendre :** « Le chômage, dans les campagnes, n'est pas secouru... Les différents entre patrons et salariés ne sont pas soumis à la

*juridiction prud'homale, plus simple, plus rapide et moins coûteuse que celle des tribunaux de droit commun. Les contrats de métayage et de fermage, traités jusqu'à ce jour comme des actes purement civils, doivent être considérés comme de véritables contrats de travail pour les petits exploitants... »*

Les petits propriétaires, petits fermiers, métayers ne reçoivent pas les allocations familiales que reçoivent les salariés agricoles depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1937 : « *Pour qu'ils reçoivent les mêmes allocations que leurs ouvriers, il faudrait les encourager à constituer des mutuelles familiales ; à cet effet, l'État devrait majorer les allocations versées aux familles, comme il le fait pour les Assurances sociales agricoles.* »

« *Il faut favoriser l'installation et le développement des Caisses dans nos campagnes pour en faire de véritables banques paysannes ; alors les montant des dépôts qui leur sont confiés et qui ne dépassent pas 1 milliard, atteindra plusieurs milliard et la paysannerie financera elle-même le crédit agricole. Les mesures législatives qui permettent aux commerçants et aux industriels endettés de continuer à travailler devraient être étendues aux agriculteurs. La loi du 20 août 1936 « tendant à accorder des délais aux producteurs agricoles pour le paiement des dettes qu'ils ont contractées pour les besoins de leurs exploitations » n'a pas mis fin aux poursuites coûteuses, aux saisies et aux exécutions de débiteurs agricoles. Il en sera malheureusement de même de la loi du 14 juillet 1937 qui ne contient que des dispositions insuffisantes... Il est enfin nécessaire de permettre la révision du taux des intérêts souvent exorbitants qui sont à la charge des paysans malheureux.* »

« *Pour que la masse de petits cultivateurs qui s'exterminent à la tâche puisse enfin vivre dignement et dans la sécurité du lendemain, il ne suffit pas de valoriser le travail paysan. La diminution du coût de production et la pratique de prix de vente rémunérateurs à la ferme constituent des mesures de salut efficaces pour l'avenir seulement, mais ne permettent pas de corriger les erreurs du passé et de relever dans le présent le niveau d'existence de la petite paysannerie... Il y a tant de réparations à effectuer, tant de constructions à entreprendre, tant d'aménagements qui s'imposent pour mettre les immeubles ruraux au courant du progrès et les adapter aux exigences de l'agriculture moderne, que les petits cultivateurs ne sauraient pas assumer seuls les charges de la reconstruction immobilière. La nation doit les aider à sortir d'une crise qui s'aggrave considérablement chaque année et menace de devenir insoluble.* »

**Perspectives internationales d'un optimiste :** « *Les partis agrariens et paysans des peuples nordiques, Danemark, Suède, etc. ont abandonné la tendance conservatrice pour s'allier avec le parti ouvrier. La tendance est la même en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Croatie, en Roumanie. En Espagne, aux élections de février 1936, un parti agrarien de gauche s'opposait, dans un certain nombre de circonscriptions, aux agrariens de droite. Aux États-Unis, les éléments paysans se sont libérés de leurs attaches conservatrices pour se rallier à la politique de Roosevelt. Ainsi, dans toutes les parties du monde, les travailleurs de la terre, petits cultivateurs, ouvriers et artisans, sont persuadés que leur avenir dépend de l'alliance avec les partis démocratiques ; et les masses ouvrières comprennent la valeur de l'appoint que leur apportent les adhésions paysannes. Les deux grandes forces humaines continueront à unir leurs efforts au service de l'idéal commun.* »

**Enfin la question brûlante de la paix.** Marcel Braibant (voir photo) a participé à la première conférence agraire internationale le 5 et 6 septembre 1936 à Bruxelles qui « *à l'occasion du Rassemblement universel pour la Paix, a heureusement mis en lumière l'influence que les masses paysannes peuvent exercer en faveur de la paix. On aura une Paix Paysanne, ou on n'aura pas de paix, déclare avec force la résolution finale... Malheureusement, la propagande pour la paix par le rapprochement des peuples dans la Société des Nations, n'a pas encore été entreprise dans nos campagnes... Les pacifistes ne font rien pour arracher les masses agraires aux préjugés et aux mensonges qui leur représentent la guerre comme une fatalité inexorable, contre laquelle tout effort serait impuissant... Ce sont les travailleurs de la terre qui fournissent les plus forts contingents de combattants. Les premiers au front, ils y restent les derniers. Lorsque leurs survivants quittent enfin les champs de bataille, ils ont à panser non seulement leurs plaies, mais celles de la terre,*



*prolongement de leur personnalité. L'usine dévastée est reconstruite à l'endroit le plus propice à l'industrie, si éloigné que ce soit des ruines ; le sol ravagé, empoisonné, doit être ramené à la production sur le lieu même du carnage par celui qui le cultive... Même en dehors des périodes d'hostilité, la guerre ronge les paysanneries. La politique d'armement à outrance est le principal obstacle à l'amélioration de la vie rurale... La paysannerie, qui est réaliste, doit être instruite des moyens qui permettent de construire la paix. On lui montrera qu'on peut empêcher le recours à la violence en privant l'agresseur éventuel des énormes ressources matérielles sans lesquelles il ne peut pas entreprendre l'oeuvre de mort ; on énumérera les principales matières premières indispensables à la conduite de la guerre moderne, et on indiquera leurs origine. Quand il saura qu'il n'y a pas un seul pays en Europe qui puisse suffire par ses seuls moyens à ses fabrications de guerre et que les nations, par des procédés pacifiques, ont la possibilité de s'opposer au ravitaillement des belligérants, le paysan comprendra qu'on peut empêcher la guerre ; il ne désirera plus la paix comme il appelle le beau temps, mais comme une belle récolte qui coûte de rudes efforts.*



Marcel Braibant 1927 ? Carte postale adressé à son frère

Les écrits de Marcel Braibant visent d'abord les « ruraux » et plus largement toute l'opinion publique. Il s'est donné pour tâche de faire connaître l'importance économique et sociale pour l'ensemble de la société d'une classe rurale de petits exploitants, métayers et ouvriers, donc la nécessité d'une politique agricole et de structures institutionnelles et associatives qui tiennent compte de leur existence, au risque d'une grave perte de qualité de vie pour le pays entier. Si il propose d'encadrer et de diriger les intérêts capitalistes, il veut aussi agir sur un public aveuglé par le progrès technique et industriel, intervenir sur le plan culturel. Loin de toute nostalgie sur des époques révolues, Marcel Braibant prône la modernisation de la vie rurale et veut en même temps gagner l'imaginaire des classes moyennes urbaines au moyen de la littérature : tel est le but, je présume, de son anthologie *Les paysans d'aujourd'hui*, parue en 1939. La question de qui possède les moyens de production, en langage marxiste l'aliénation des travailleurs industriels de leur produit, a sa spécificité pour les petits exploitants, métayers et même leurs ouvriers agricoles. Le refus de la « collectivisation », de la mise en commun des moyens de production, élément clef de

l'utopie socialiste, ce refus que Marcel Braibant partage d'ailleurs avec Georges Monnet le socialiste et même avec Renaud Jean du PC, est l'expression de cette spécificité ; mais il exige aussi, selon notre auteur, d'autres formes de participation à la décision politique. « Non » au « collectivisme » mais un « oui » fort aux coopératives et à une forme de « corporatisme consultatif » au niveau de la politique rurale. On se demande d'ailleurs, si la « spécificité » du cultivateur, cette exigence d'attention permanente à la terre « capricieuse », n'est pas ce qu'elle peut aussi être, une forme poussée d'aliénation. Dès lors, se pose, mais c'est sur un autre plan, d'autant plus la question intrigante de notre identification avec le « travail », la place et la fonction que nous lui accordent dans la construction de l'individu social que nous souhaitons être ou devenir<sup>66</sup>.

Comment se fait-il que l'homme qui affirme (voir la citation quelque lignes plus haut), « *On lui montrera (au paysan KS) qu'on peut empêcher le recours à la violence en privant l'agresseur éventuel des énormes ressources matérielles sans lesquelles il ne peut pas entreprendre l'oeuvre de mort ;* » se verra condamné pour collaboration à la Libération ? Nous allons maintenant retracer son parcours de 1940 à 1944.

---

<sup>66</sup> Rosa Luxemburg jadis faisait référence à une étude sociologique des aborigènes d'Australie qui montrait qu'ils passaient leur temps parcourant parfois d'énormes distances pour « rendre visite » au service de la « communication » et de la cohésion sociale. Cette « obligation » était ancré dans leurs conscience au moins autant que l'était la nécessité du « gagne-pain ». Nous sommes aujourd'hui de loin plus « individualisés » que les Australiens jadis. Combien de « temps libre » y consacrons nous et que pratiquons nous à la place des apparentes « errances » des aborigènes ?